



Federal Union of European Nationalities  
Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes  
Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen e. V.  
Федералистский Союз Европейских Национальных Меньшинств

46th FUEN-Congress on Nationalities from 23th - 27th May 2001  
46e Congrès des Nationalités du 23 - 27 mai 2001  
46. Nationalitätenkongreß vom 23. - 27. Mai 2001  
46-й Конгресс национальностей 23 - 27 мая 2001 г.

»Present Situation of the National Minorities in Europe«  
»Situation actuelle des minorités nationales en Europe«  
»Standortbestimmung der nationalen Minderheiten in Europa«  
"Территориальное определение национальных меньшинств в Европе"

## DOCUMENTATION

# HEERENVEEN 2001

# CONTENTS

## **Welcome and opening of the Congress:**

Romedi ARQUINT, President of the Federal Union of European Nationalities 03

## **Welcoming words:**

Dutch Government, Ministry for Internal Affairs,  
Head of dept. for the Advisory Board for Frisian language,  
Dieuwke IJ. W. de GRAAF-NAUTA 05

Ried fan de Fryske Beweging, President Jaap VAN DER BIJ 08

Municipality of Heerenveen, Councillor Frans BOUWERS 10

## **Speech on basic principles:**

»The National Minorities and the OSCE«  
OSCE High Commissioner Max VAN DER STOEL 12

## **The Present Situation in Macedonia:**

Association for Democratic Initiatives ADI, Bujar IBISHI 15

## **The Present Situation of the National Minorities in Westeurope:**

Austrian Centre for Ethnic Groups, Karel SMOLLE 19

The Sintis and Romas in Germany, Romani ROSE 20

The Slowenes in Italy, Dr. Bernard SPACAPAN 21

FUEN, Romedi ARQUINT 22

The Croats in Austria (Hrvatsko Kulturno Drustvo - HKD), Zlatka GIELER 22

The Slowenes in Austria (Narodni Svet Korôskih Slovencev), Dr. Reginald VOSPERNIK 23

Autonomous Region Trentino-South Tyrol, Roland ATZ 23

The Germans in Denmark (Bund deutscher Nordschleswiger) Hans Heinrich HANSEN 24

The Danes in Germany (Sydslesvigsk Forening) Jens CHRISTIANSEN 24

The Friesians in the Netherlands, Prof. Dr. Durk GORTER 26

The Cornish Stannery Parliament in Great Britain, Dr. Nigel HICKS 33

## **FUEN Assembly of Delegates:**

Annual Report by President Romedi ARQUINT 35

Budget 2000 by Executive Secretary Frank NICKELSEN 37

Budget 2001 by the Executive Secretary Frank NICKELSEN 39

Report of FUEN-Deputy to the Council of Europe, Vice-President Per LE MOINE 41

Leave-taking of retiring of Per Le Moine, by Armin NICKELSEN 43

Report of the Youth of European Nationalities YEN, Anne HAHN 44

## **Resolutions:**

ENGLISH <http://www.fuen.org/Seiten/rese2001.html>

DEUTSCH <http://www.fuen.org/Seiten/resd2001.html>

FRANÇOIS <http://www.fuen.org/Seiten/resf2001.html>

**Press release:** 45

**Participants:** 48

## Romedi Arquint:

*Discours de bienvenue et d'introduction du 46e Congrès des Nationalités de l'U.F.C.E. à Heerenveen »Situation actuelle des minorités nationales en Europe« du 24 mai 2001*

ENGLISH <http://www.fuen.org/Seiten/eactuel76.html>  
 DEUTSCH <http://www.fuen.org/Seiten/aktuel76.html>  
 FRANÇAIS <http://www.fuen.org/Seiten/faktuel76.html>

Je suis heureux de tous vous accueillir ici à Heerenveen à l'occasion du 46e Congrès international de l'UFCE.

L'article concernant les objectifs de l'UFCE fondée il y a plus de 50 ans contient la phrase suivante : « The FUEN aims to preserve ethnic particularities, language, culture and vital rights of European nationalities. » (Les objectifs de l'UFCE sont de préserver les particularités ethniques, la langue et la culture et les droits

La déclaration de Wilson a cimenté sur le parquet politique international l'idée de l'Etat national qui se base sur une langue, culture, histoire et mentalité ainsi que sur le principe de la souveraineté de telles formes étatiques. Piquant était l'écart énorme entre l'idéologie et la réalité qui a commencé en même temps avec la déclaration (comme la répartition de la Hongrie en plusieurs pays) et qui a continué avec la Seconde guerre mondiale (avec par exemple l'attribution du Tyrol du Sud à l'Italie).



Le président de l'UFCE Romedi Arquint (3e à droite) au Ried fan de Fryske Beweging

vitaux des nationalités européennes).

Dans la première année du nouveau millénaire, on se pose par conséquent les questions suivantes : où en sommes-nous en Europe concernant cet objectif ? Qu'est-ce qui a été atteint ? Qu'est-ce qu'il reste à faire ?

Je me suis donné la peine de rechercher dans plusieurs encyclopédies l'appellation « minorités nationales ». Il est intéressant de constater que le Deutsches Wörterbuch (Dictionnaire allemand) de 1885 ne connaît pas du tout cette connotation, mais n'indique sous le mot « Minorité » que ce qui suit : Etat de ce qui est inférieur (en nombre, force ou dignité). La nouvelle Encyclopedia Britannica, de 1985, va tout droit au but avec une sobriété typiquement anglaise : Necessarily subordinated to the dominant group within a society (nécessairement subordonné au groupe dominant au sein d'une société). Selon l'Enciclopedia italiana, le terme est courant depuis la Première guerre mondiale.

De par l'état national, le statut des gens vivant dans un tel pays parlant d'autres langues et aux mentalités différentes était également décidé comme rebut : ils sont devenus des minorités nationales. La langue est toujours un instrument de domination. Au service de l'idéologie nationaliste, l'idée de la diversité linguistique et de la richesse de la diversité est devenue la formule de la nation ou de la minorité nationale liée à des associations négatives et qui peut être réduite au bout du compte à une question de quantité.

Le poète lituanien Abraham Sutzkever a réduit le pouvoir de la langue à la formule suivante : «

Marche sur les mots comme sur un champ de mines, un faux pas, un mauvais geste et tous les mots .... partent avec toi en pièces ».

Dans le domaine de la zoologie et de la botanique, - donc dans des domaines où aucune pression politique ne règne, il serait inimaginable que des espèces animales ou plantes rares soient considérées comme minorités. On parle ici de la diversité des espèces qu'il s'agit de préserver, on signale ici la dépendance mutuelle et la fertilisation qu'a cette diversité pour la nature et l'environnement. Les espèces animales rares sont très estimées et on entreprend tout ce qui est imaginable pour leur offrir des conditions avantageuses. La diversification est un principe fondamental, la base de l'évolution et le signe de la vitalité dans la nature.

Appliqué aux langues : Dans le monde entier, on compte près de 6000 langues, dont un tiers représente des petites langues menacées. Pour l'Europe, cela signifie : La population européenne

comptant 767 millions est constituée de 87 peuples répartis en 36 pays (non inclus ceux de moins de 1 millions). Seulement 11 % des langues ont plus de 1 000 000 de locuteurs. Les 53 langues sans état sont intégrées dans des structures marquées par un état national qui les transforment autant en minorités que celles qui ont un « statut de première classe ». Les deux communautés ne trouvent pas dans la plupart des cas de conditions de déploiement parfaites.

Classifier cette diversité en formule de « minorité nationale » n'est possible qu'en présence d'une pression énorme de l'idéologie dominante. De la presser dans des structures nationales avec l'entretien simpliste d'une fleur nationale dans le parc public ; tassée et étouffée, elle devient une fleur sèche, sans vie dans l'herbier.

J'ai parlé de la notion de minorité nationale en terme de rebut. Je veux continuer et déclarer en ces lieux et aujourd'hui même ce mot comme le MOT IMPOSSIBLE DU SIECLE. La notion « Minorités nationales » est l'ombre qui va avec

être une machine à remonter le temps pour les pays de l'Europe de l'Est, qui n'avance pas avec eux, mais qui fait machine arrière et qui les fait recommencer leurs jeux d'enfants là où ils les avaient arrêtés vers 1919, à la fin de la Première Guerre mondiale ? La concentration de l'opinion publique sur les explosions d'une brutalité et d'une violence inimaginables pour nombreux en Europe de l'Est et dans les Balkans est toutefois inadmissible.

Un regard sur une partie de l'Europe qui devrait être normalement sorti de l'enfance montre qu'ici aussi la base de l'affirmation et la promotion active de la diversité est restée fragile. En attendant, ces pays aux structures centralisées ont de la peine à reconnaître elle-même l'existence de différences linguistiques et culturelles. Depuis des dizaines d'années, des conflits sanglants s'enflamment. Des solutions sont à peine envisageables.

Autre part, un nationalisme plutôt confortable mène à considérer cette diversité avec sympathie tant qu'elle ne coûte rien, à l'abandonner à son sort, à l'omettre. Il peut s'exprimer très vite en paroles racistes et xénophobes.



De gauche à droite : Wiebe Lageveen, Frans Bouwers et Dieuwke IJ. W. de Graaff-Nauta

L'Europe a un avenir si nous revenons dans les constitutions et lois, dans les conventions internationales, mais aussi dans les têtes, à une autre vue de ce que pourrait être une vision et une destination de l'Europe : l'équivalence, la dépendance mutuelle, l'enrichissement qui a apporté et qui pourrait apporter de nouveau à notre continent « la variété » linguistique et culturelle, religieuse et sur le plan de la mentalité. A cette fin, nous devons nous séparer pour toujours de l'idée selon laquelle cette diversité ne peut

être entretenue qu'en monoculture sur un parterre de jardin étatique isolé. Ceci est la condition préalable pour que l'Europe puisse de nouveau se souder.

l'idéologie du nationalisme et qui l'accompagne et qui est co-responsable du discours et des ébauches de solution qui raccourcissent et réduisent l'angle de vue. Il n'est pas possible de maîtriser les idéologies nationales sans maîtriser les règlements linguistiques pour les petites communautés linguistiques et culturelles et cela n'est seulement possible qu'avec le changement de la conscience privée et publique. La base est la redécouverte et l'interprétation positive de la diversité !

Actuellement, « on termine le travail de 1918 » dit Hobsbawm; « Séparer ce qui se soudera de nouveau plus tard » (Ash). Et le Hongrois Imre Kertesz : « Qui aurait penser que la révolution dite révolution « en douceur » se serait avérée

Mesdames et Messieurs,  
Celui qui ne comprend pas le passé, ne peut pas comprendre le présent et guère réaliser l'avenir. J'espère que notre congrès pourra donner des impulsions et des directives d'action permettant de tirer de bonnes leçons du passé, d'apprendre à mieux comprendre le présent et à coopérer de manière constructive sur le chantier de la nouvelle Europe.

C'est en ces mots que j'ouvre le 46e Congrès international à Heerenveen.

## **Dieuwke IJ. W. de Graaff-Nauta:**

*Welkomstwoord door de voorzitter van het Consultatief Orgaan ten behoeve van de Friese taal  
25 mei 2001 te Heerenveen (Fryslân, Nederland)*



Dieuwke IJ. W. de Graaff-Nauta

### **1 van welkom**

- De vice-minister van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties heeft mij gevraagd om in zijn plaats namens de Nederlandse regering U hartelijk welkom te heten op dit 46e FUEN-congres. De vice-minister is helaas verhinderd. Ik doe dat graag. Ik ben vroeger vice-minister geweest en toen was ik ook verantwoordelijk voor de coördinatie van de Friese taal en cultuur van de kant van de rijksoverheid. Ik ben momenteel voorzitter van het Consultatief Orgaan. Dit orgaan is een officiële adviescommissie van de minister van Binnenlandse Zaken, ingesteld op grond van het Europees Handvest voor Regionale Talen of Minderheidstalen. Het Consultatief Orgaan adviseert over de wensen en de behoeften van de bevolking over de positie en de bevordering van het Fries in Nederland.

- Ik wil U iets vertellen over het beleid van Nederland over het Fries vanuit het perspectief van de nationale regering.

### **2 Beleid van rijksoverheid**

Het Nederlandse beleid inzake de Friese taal kent een geschiedenis van meer dan een halve eeuw. De eerste wetgeving op het gebied van het Fries in het primair onderwijs dateert van 1937. Vanaf de jaren vijftig van de twintigste eeuw is Fries in het officiële verkeer in de gemeenteraden en in provinciale staten en ook in de rechtszaal steeds

gewoner geworden, zowel mondeling als schriftelijk. Actief beleid voor het Fries is vanaf de jaren zeventig ontwikkeld op het gebied van het onderwijs en de cultuur, vooral literatuur en toneel. De regionale radio en televisie in het Fries bloeien mede dankzij de financiering ervan door de nationale overheid en door de bijdragen van de provincie Friesland.

Het Nederlandse beleid inzake de Friese taal is in belangrijke mate specifiek beleid. Het beleid kent zekere raakvlakken met het beleid inzake etnische minderheden. Daaronder verstaan we – in de Nederlandse context - immigranten, die in de loop van de afgelopen eeuw naar Nederland zijn gekomen en deels nog geen Nederlands staatsburger zijn. In het wetsvoorstel tot ratificatie van het Kaderverdrag inzake de bescherming van nationale minderheden (Framework Convention on National Minorities) stelt de regering voor de Friezen en de doelgroepen van het integratiebeleid te brengen onder de werking van het Kaderverdrag (Framework Convention). Een van de voornaamste doelen van de Nederlandse regering is een discriminatievrije integratie van etnische minderheden in sociaal-cultureel opzicht. In Nederland spreekt het vanzelf, dat zij hun eigen culturele identiteit kunnen behouden en volgens hun eigen normen en waarden kunnen leven. Maar wel met inachtneming van de Nederlandse wet. Wanneer zich problemen voordoen, wordt bekeken of het mogelijk is in de wetgeving rekening te houden met de eigen culturele positie van deze nieuwe etnische minderheden.

### **3 Rijksbeleid inzake de Friese taal**

Het Nederlandse beleid inzake de Friese taal is er op gericht, de Friese culturele eigenheid te beschermen en te bevorderen, omdat de Friese taal een integrerend bestanddeel is van de Friese samenleving. Het beleid is momenteel in overeenstemming met de verplichtingen die Nederland is aangegaan met de ratificatie van het 'Europees Handvest voor regionale talen of talen van minderheden' van de Raad van Europa. Dit Handvest is op 1 maart 1998 van kracht geworden.

Nederland kent geen taalbepaling in de Grondwet en ook geen aparte kader-taalwet. Nederland heeft gekozen voor een praktische benadering door een hoeveelheid van organieke wetten en praktische maatregelen op het gebied van het onderwijs, justitie en de overheid, media, cultuur en het sociale en economische leven en daar waar nodig en wenselijk regels te stellen aangaande het gebruik van de Friese taal.. In vergelijking met het beleid voor andere minderheidstalen in de Europese Unie kun je naar mijn oordeel het beleid t.a.v. het Fries in de middenpositie plaatsen. Het

onderzoeksrapport Euromosaic (1995), gemaakt in opdracht van de Europese Commissie, schetst heel goed de sterke en de zwakke kanten van deze middenpositie.

#### **4 Europees Handvest voor Regionale of Minderheidstalen**

Het Europees Handvest functioneert als ijkpunt van het taalbeleid van de centrale regering. Het is de taak van de vice-minister van Binnenlandse Zaken het beleid te coördineren en toe te zien op de uitvoering van de 48 door Nederland ondertekende bepalingen in deel III van het Europees Handvest.

De principes van het Handvest zijn: waardering voor de eigen identiteit van de sprekers van een minderheidstaal, respect voor het geografische gebied waarin de taal wordt gesproken en de bevordering van het gebruik van de regionale talen of talen van minderheden. Het algemene beginsel van non-discriminatie is van toepassing op alle talen die door Nederland in deel II van het Europees Handvest erkend zijn. Dat zijn behalve het Fries ook het Nedersaksisch, het Limburgs, het Jiddisch en de talen van de Roma en Sinti.

Deel III van het Handvest bevat veel specifieke bepalingen waaruit de contracterende partijen een keuze van tenminste 35 bepalingen kunnen doen. Daarmee verplichten deze landen zich maatregelen te treffen op de terreinen onderwijs, rechterlijke autoriteiten, bestuurlijke autoriteiten en openbare diensten, media, culturele activiteiten en voorzieningen, economisch en sociaal leven en grensoverschrijdende uitwisselingen. Nederland heeft 48 verdragsverplichtingen voor het Fries op zich genomen; ook hiermee bevindt Nederland zich tussen de andere lidstaten in Europa in de middenpositie.

Van ratificatie naar implementatie

Voor de praktische uitvoering van het beleid inzake de Friese taal en cultuur draagt de provincie Fryslân de eerste verantwoordelijkheid. Dat is ook logisch, omdat het geografische gebied van de Friese taal vrijwel samenvalt met de bestuurlijke eenheid van de provincie Friesland. De provincie streeft ernaar deze verantwoordelijkheid te delen met de gemeenten en met de rijksoverheid.

De gemeenschappelijke verantwoordelijkheid van de centrale regering en de provincie is tot uitdrukking gebracht in de Bestuursafpraak Friese taal en cultuur, die voor het eerst in 1989 gesloten is. Op 5 juni a.s. zal een nieuwe Bestuursafpraak worden ondertekend. In de Bestuursafpraak van 1989 waren de twee voornaamste doelstellingen: de formele drempels bij het officiële gebruik van de Friese taal weg te nemen en het gebruik van het Fries in openbare leven te bevorderen. Als uitgangspunt voor de nieuwe Bestuursafpraak geldt het Europees Handvest. In feite is de Bestuursafpraak hiermee

de implementatie op nationaal niveau van het internationale verdrag dat het Europees Handvest juridisch is.

Ik geef U een paar voorbeelden.

In het Handvest is voorzien in maatregelen over het gebruik van het Fries door de overheden. In Nederland heeft dat geleid tot aanpassingen in de Algemene Wet Bestuursrecht, die gericht zijn op het mondeling en schriftelijk gebruik van het Fries in de gemeenten, bij de provincie en bij de verschillende organen van de centrale overheid in de provincie Fryslân. Omdat iedereen in Friesland tenminste Fries kan verstaan en de meeste mensen ook Fries kunnen lezen, werken wij hier in de praktijk niet met tolken in het mondelinge verkeer. Eventuele problemen worden praktisch opgelost. Wat betreft het schriftelijk gebruik van het Fries geldt de regel, dat mensen die direct belanghebbende zijn, een schriftelijke vertaling in het Nederlands kunnen krijgen van rapporten en verslagen die voor hen in het bijzonder van belang zijn. Dat is de rechtsgelijkheid en de rechtszekerheid waar iedere Nederlander op moet kunnen rekenen.

Een tweede voorbeeld: Onlangs heeft de regering een wetsvoorstel naar het parlement gestuurd om notariële akten (oprichtingsakten en statuten) van stichtingen en verenigingen in Friesland in het Fries mogelijk te maken. Dit is een concrete toepassing van een van de verdragsverplichtingen in het hoofdstuk justitie in deel III van het Handvest.

Derde voorbeeld: Bij de ratificatie van het Europees Handvest heeft Nederland ook een bepaling getekend met betrekking tot het gebruik van het Fries in de voorschoolse voorzieningen. Tot nu toe zijn er wat dat betreft geen wettelijke regelingen. Op initiatief van het Consultatief Orgaan is een onderzoek uitgevoerd naar het feitelijke gebruik en beleid in de voorschoolse voorzieningen. De aanbevelingen in het onderzoeksrapport moeten nog vertaald worden in passende wetgeving, maar op grond van het Europees Handvest zal dat zeker lukken.

#### **5 Consultatief Orgaan**

Aan wat ik U vertel merkt U wel, dat er heel wat water door de rivieren, kanalen en meren moet stromen voordat goede voornemens omgezet zijn in daadwerkelijke uitvoeringspraktijken. Dat zal bij U thuis denk ik niet veel anders zijn.

Het is voor de nationale regering uiteraard van groot belang goed op de hoogte te blijven van wat er leeft bij de bevolking, wat de wensen en behoeften zijn. Dat geldt ook voor de positie en het gebruik van de Friese taal. De overheid heeft daarvoor eigen deskundigheid, maar maakt ook graag gebruik van deskundigen in commissies. De provincie Friesland heeft een eigen adviesorgaan en de nationale regering wordt in zijn werkzaamheden ondersteund door het Consultatief Orgaan, waarvan ik voorzitter ben.



Het Consultatief Orgaan is ingesteld in 1998 voor een periode van vier jaar. Aan het eind van dit kalenderjaar wordt het mandaat van het Consultatief Orgaan vernieuwd. Het Consultatief Orgaan rapporteert aan de minister van Binnenlandse Zaken over de behoeften en de wensen ten aanzien van de Friese taal en cultuur in relatie tot het Europees Handvest. Dit gaat in



This year's FUEN Congress on Nationalities will be taking place from 23–27 May 2001 in Heerenveen/Netherlands. For this, an FUEN delegation comprising West Frisian Wiebe Lageveen (centre), North Frisian Gary Funck (left) and FUEN Secretary Frank Nickelsen travelled to The Hague for talks with the Dutch government. The FUEN delegation was received by West Frisian Mr Auke van der GOOT (right), from the Ministry for Interior Affairs.

goede harmonie met de vice-minister en zijn ambtelijke staf.

Momenteel wordt – eveneens op initiatief van het Consultatief Orgaan – onderzoek verricht naar het feitelijk gebruik van het Fries in de gezondheidszorg en naar de behoefte en de wensen naar beleid. Een en ander moet ertoe leiden, dat de vanzelfsprekende plaats van en aandacht voor het Fries in de gezondheidszorg zijn weerslag vindt in de regelgeving en de rapportage over de kwaliteit van de gezondheidszorg. Dit past goed bij de doelstelling van het Europees Handvest, dat immers naast bescherming ook de bevordering van de minderheidstalen nastreeft.

## 6 Conferentie over het Europees Handvest

Ik kom tot een afsluiting. Van 29 november tot 1 december 2001 organiseert de Nederlandse regering in samenwerking met de Raad van Europa een conferentie rondom het Europees Handvest. Een van de leidende gedachten van deze conferentie is, dat het Handvest als instrument gebruikt kan worden om de vrede en veiligheid in Europa te bevorderen. De conferentie vindt voorts plaats in het kader van het 'Europees Jaar van de Talen 2001'. Aan de conferentie zullen vertegenwoordigers van nationale, regionale en lokale overheden en NGO's uit bij de Raad van Europa aangesloten landen deelnemen. Zij zullen nagaan op welke wijze een nationale staat in samenwerking met vertegenwoordigers van regionale talen of talen van minderheden kan bijdragen aan een succesvolle implementatie van het Europees

Handvest binnen de nationale wettelijke en politieke kaders. Mede door middel van uitwisseling van 'best practices' zal ook worden gezien in hoeverre de bescherming en promotie van regionale talen of talen van minderheden binnen de nationale grenzen verbeterd kan worden. Het instrument van de Bestuursafpraak Friese taal en cultuur, zoals dat in Nederland bestaat, kan in dat verband zeker dienen als één van de nuttige voorbeelden.

Het is ons bekend, dat de FUEN sterk vertegenwoordigd is in de meer oostelijk gelegen lidstaten van de Raad van Europa en daar ook een eigen bijdrage levert aan de discussie over de vraagstukken m.b.t. vrede en veiligheid. Uw bijdrage aan onze conferentie stelt de Nederlandse regering zeer op prijs.

Ik besluit met een persoonlijk woord: De Friese taal is van de Friezen zelf. De vraag is: hoe gaan de mensen zelf en hoe gaat de overheid er mee om? Soms wordt tweetaligheid gezien als een last en grote zorg. Maar een eigen taal

is ook een rijkdom en biedt ook vreugde. De Friese taal is om trots op te zijn, maar die trots betekent wel, dat wij er ook voor moeten staan. Dat geldt zowel voor het gebruik als voor de kwaliteit van de taal.

Voor dit moment wens ik U namens de Nederlandse regering succes met uw werkzaamheden tijdens dit congres in Heerenveen.



Ik heb gezegd.

## **Jaap van der Bij:**

*Chairman of the Ried fan de Fryske Beweging  
Heerenveen, 25 May 2001*

Ladies and Gentlemen,

The Council of the Frisian Movement is very happy that the 46e congress of FUEN is held this year in Fryslân. It would have been even better though if you had been our guests last year. In 2000 it was exactly 50 years ago that the FUEN-congress was held for the first time in Fryslân.

The manager of the Fryske Academy, Willem Kok, addressed the congress about the rights of minority languages. Their position was very bad at that time. There was no legislation for them at all. That is why the congress concluded that: Every people has a right in principle to keep and fortify its own culture, and notably the most essential part of it: its language

Much has been changed since. The Council of the Frisian Movement was young. They tried to combine the work of the several organisations, that did not work together at that time, had their own priorities or even had arguments about subjects on which they should try to co-operate. Every organisation had its own history of sometimes almost 150 years.

People of the Frisian Movement are not always the most easy going type of characters. If not, of course, they would not be members of the Frisian Movement. They made it their task to gain more rights for their own language and culture. Now-a-days the members of the Frisian Movement still have that same image: people say they are obstinate persons.

Yet you can say that these obstinate persons were successful. In 1950 there had not yet been a batting-friday (Kneppelfreed). In court there was no place for Frisian. In school you were expected to lay down your Frisian jacket and for the governors of province & municipalities the Frisian language was not accounted for.

Much has changed in fifty years: everybody can talk Frisian in the court. We neatly secured that in laws. Our provincial government encourage people to use Frisian as much as they can and in schools there are no barriers for the Frisian language. The Frisian Radio transmits all day and the Frisian television is increasing its broadcasts gradually.

We are very happy with the Frisian Academy. There is a Frisian counsel and a Frisian Literary Museum and an AFUK and so on. Even the fact that the newspapers are still scared shitless to use Frisian won't spoil our positive feeling.

Some people may think: That is all very well done and now the counsel of the Frisian Movement can abolish itself. The chairman will probably announce when the abolition party will be held. Others say; "Why was this man elected just a month ago? All the work is done!"

The situation is a little different. We all have accomplished



Jaap van der Bij and Dörte Flor, Frisian in Germany (Foriining for Nationale Friiske)

a lot for Fryslân: formally and juridical, everything is well organised. But .. and that is where you already were waiting for: "the table is set and diner is ready, ...but not everybody wants to eat". Legal agreements are alright, but to use them is something else.

An attitude can not be commanded or, like I read somewhere, "Legislation can not make mores". Today you are allowed to talk Frisian in court, but not everyone does it - or maybe I should say - not everyone does it yet. Frisian has every legal chance in school, but people do not seize the opportunity. A study we did at schools for the advanced education, showed that more children say they are able to read and write in Frisian compared to the mean of the Frisian population. 74 % tells us they read Frisian while only 62% of the Frisian population is able to read Frisian. 37 % say they can write Frisian and that is 20 % more than the Frisians in general.

Seen this way the deputy Mulder may count himself lucky as we are heading in the right direction. The same study though shows that only 40 % of the children in the schools we examined are learning the Frisian from dad and mom, while for the whole of the Frisian population the amount is still 52 %

12 % of the young parents that speak Frisian, think they are depriving their children if they learn them to speak Frisian, so they switch over to Dutch. I am much more worried about that fact, than about so little Frisians can



write Frisian. 500 years after Frisian as a written language disappeared the Frisian Language could still hold on as parents kept on using the language they spoke with their children. If the old ones let it go, a language is in a tight spot. I would like to see Frisians to be more literate and even more I would welcome them to be more articulate in their own language in all situations, which means Frisian would be an ordinary language in all schools and classes.

Frisians still switch over when they smell the presence of even one person that speaks Dutch. That is nested deep in the soul of the Frisians. Some psychologists would say the reason is, they want to be part of it; one does not want to be singled out and noticed too much.

The province government has chosen to broaden the support for the Frisian language. The council agrees to that. Not because all managementgoeroes are saying so, but simply because a Frisian attitude can not be commanded or pressed upon.

People have to convince themselves it is good to use the Frisian language as much as possible. There should not be an oppression when it comes to the Frisian language. That is why I repeat "Legislation can not make mores"

For the Counsel of the Frisian Movement the consequence is, that they will have to search for new opportunities to mobilise as much as possible the people and organisations that are ready to co-operate on broadening the support. For that the council will have to direct themselves to the Frisians that are not performing well in their eyes, not to raise the finger in warning. But to encourage those who want to dedicate themselves to the Frisian Language. The same can also be said according to the Dutch speaking people. The council should not create a sort of enemy image towards them, but encourage those who are interested in the Frisian language and help them; not laugh at them and correct them if they cautiously try to utter themselves in Frisian.

The next few years the council of the Frisian Movement will really need to be the focus for the improvement of the position of the Frisian language towards which all organisations that are working in this area, can turn to, to align policy and together make plans for the future.

If this implies a restructuring of the council then as far as the daily council is concerned, this is free for discussion. We hope this congress will supply us with the inspiration and support we need to do our job and we hope it will benefit you the same.

## **The West Frisians (Wester-lauwerske Frisians)**

Even Roman historian Pliny felt he had to mention this people on the North Sea. He speaks of people who, already at that time, had to adapt to an inconvenient environment dominated by constant floods due to the tides coming in and out, and who had to build their houses on artificial hills for protection. They are also frequently mentioned in the early Middle Ages and their significance as seafaring merchants was so great that the North Sea was named after them as 'Mare Frisicum'. Their settlement area stretched along the coast of the southern North Sea from the Rhine delta to the estuary of the Weser. Not until much later was the western coast of southern Schleswig settled (German-Danish border region). A united state existed very infrequently, the Frisians were far more distributed in numerous smaller states and so-called 'tribes' which, for some time, were united in the alliance of the 'Seven Sea Countries'. Today, half of the Frisians live in the Netherlands and the other in the Federal Republic of Germany. They are classified into West, East and North Frisians. They are all united in the so-called Frisian Council.

The West Frisians live in the northern part of the Netherlands in the province Fryslân/ Friesland. Of the approximately 600,000 inhabitants, around 350,000 speak the Frisian language, over 90% of the population can understand it. The chief source of income is, as in the other Frieslands, tourism and agriculture. The Frisians are a recognised minority and their language is the 2nd official language in the province. The situation of the West Frisians is thus relatively favourable as compared to those living in Germany. The regional TV and radio station 'Omrop Fryslân' broadcasts almost completely in Frisian. There is also a 2-hour weekly programme in Frisian that is broadcast nationally. Frisian however appears rarely in print in the mass media. All dailies are written in Dutch, but now and again there are smaller features in Frisian. One of the reasons for this is the high number of illiterate persons. Approximately half of those who speak their language cannot read it, far fewer can write Frisian. This situation has only been improving since 1955 when schools were allowed to teach and teach in Frisian. Despite this, there is a wealth of high-class literature which is unusual for a minority language which is becoming more and more popular. To preserve and document the Frisian culture, the Fryske Akademy was established before the last world war in the provincial capital of Ljouwert/ Leeuwarden as a central scientific establishment. Political representation is ensured by the Frysk Nasjonale Party (FNP) (Frisian National Party) but it has received votes from only a small proportion of the ethnic group in the past. One of the largest cultural associations, the Ried fan de Fryske Beweging, is a full member of FUEN and is hosting this year's FUEN Congress on Nationalities.

**ENGLISH**      <http://www.fuen.org/Seiten/eactuel76.html>  
**DEUTSCH**      <http://www.fuen.org/Seiten/aktuel76.html>  
**FRANÇOIS**     <http://www.fuen.org/Seiten/faktuel76.html>

## **Frans Bouwers:**

*Alderman, Heerenveen Municipality,  
Heerenveen, 25 May 2001*

Ladies and Gentlemen,

On behalf of the Heerenveen municipal council I welcome you all to our municipality, in this lovely facility.

By now, you will have noticed that you are here in Friesland, a small area of our small country as it is. It is an area with its own language, Friesian.

Heerenveen is also located within this language area, yet it fulfils a special place.

Here, you are in the south of Heerenveen, and not too far away from the little river, the Tjonger. The river marks not only the border line of our municipality but, historically, it is also the Eastern border of the Friesian language region. Across the river, aside from Dutch, other dialects are spoken, most notably of Lower Saxon origins. It is a minority language spoken in an area extending to Northern Germany.

The position of Heerenveen, as far as the Friesian language is concerned, is therefore quite unique. Yet it is not the only factor making Heerenveen into a special municipality within the Friesian language region.

For a long time the Stadholders of the Northern Netherlands had their country homes close to Heerenveen in a small town, now known as Oranjewoud. They belonged to the same family as our royal family, the House of Oranje Nassau, which provided the inspiration for the town's name. The nobility, usually consisting of families that originated from the Western parts of Holland, brought many people with them to the region, such as their servants and guests, who introduced the Dutch language to the area. That is why in the principal town of Heerenveen the Friesian language is not as widespread as in the rest of the province of Friesland. Hence, the contrast with the smaller villages in the rural area of the municipality is big. Traditionally, the surrounding area of Heerenveen consists of peat which was cut by the peat workers that were almost illiterate and lived in extreme poverty. Due to the great isolation in which these people lived, the Friesian language was not much affected by outside influences.

These two criteria, the position as a border town of the language region, and the cultural-historical background of a strong Dutch language influence over the years have turned the municipality of Heerenveen into a bilingual area par excellence. It is home to inhabitants who have spoken Dutch as their mother tongue for many generations, as well as home to inhabitants who have spoken Friesian for just as long.

This given fact is a major element within our municipal policies: the use of the minority language, Friesian, is stimulated, yet with respect for the speakers of Dutch



Frans Bouwers:

who have lived in Heerenveen for generations.

The key element of our policies is that anyone must be able to use his mother tongue, whether it be Friesian or Dutch, without restriction, both in the private as well as in the public domain.

In public government, the municipal bodies and in the communication between the municipality and the citizen both languages have an equal position.

Both languages are of equal value as the vehicle for debate in the monthly meetings of the town council: whoever wishes to speak Dutch will do so, and those who prefer to speak Friesian are free to do so as well. It means, at any rate, that everyone must be able to understand either language: the speaker of Dutch has to be able to understand Friesian and vice-versa. In practice, this is no problem: during the meetings both languages are used interchangeably and people understand one another perfectly. The minutes of the meeting follow the speakers: whatever is spoken in Friesian is recorded in Friesian, whatever is said in Dutch is recorded in Dutch as well.

Moreover, one of the requirements for the civil servants employed at the town hall is that they are able to understand both languages. The Friesian civil servants will use Friesian, yet they accept that the others speak Dutch, and vice-versa. It is a fact that will be evident to anyone passing through the town hall on a normal working day: both languages are equally used in the building.



The Municipality of Heerenveen gave a reception for all participants in the Abe Lenstra-Stadium.

However, the municipality is convinced that the use of the minority language has to be protected and stimulated since its preservation is valuable. Initiatives, which stimulate the use of Friesian, cultural expressions in Friesian, such as drama and literature may count on municipal financial support. Afûk is supported, not only for our own civil servants but also for other activities, just as a number of other provincial institutions which have as their objective the preservation and stimulation of the use of the Friesian language.

Since Friesian is the minority language, its use and knowledge are stimulated. The Heerenveen municipality pays the expenses of a course in Friesian for its employees at AFÛK, the Algemeine Fryske Ûnderrjocht Kommissje [General Friesian Education Committee], the institute providing language courses in Friesian here in Friesland.

Therefore, the citizen who contacts the municipality may always speak his or her own mother tongue knowing that it is understood.

Which leads me to the manner in which the municipality communicates with its citizens.

The principle is that each citizen must be able to communicate in its own mother tongue. Aside from that, the response should be in the same language. This is not always possible in verbal communication since it is not a requirement for the civil servants to be able to speak Friesian; in written contacts, however, usually the response is in the same language as the language in which the citizen or institution has addressed the municipal government.

Also regarding its other policies, the municipality is led by the principle of the bilingual environment within the municipal borders. It is a reality which, according to us, must be accepted. The municipality, therefore, does not support any initiatives to establish facilities in for example education and youth work promoting the use of an exclusive language.

The policies of Heerenveen are based on a sizeable consensus. Of course, we have our differences of opinion. Within the town council one seat out of 25 is allocated to the representative of the Fryske Nasionale Party [Frisian National Party]. This party advocates a much stringent policy where it concerns the status of the Friesian language within the Heerenveen community. In general, however, our municipal policy does not generate much criticism. In this way, the citizens of Heerenveen, the speakers of Friesian and Dutch, have found a way to live in harmony with respect for each other's uniqueness.



Heerenveen (30,000 inhabitants) is a town situated in the central south of the province Fryslân, which is the but one most Northern district in the Netherlands. The Abe Lenstra-Stadium is the home of the famous soccer club S.C. Heerenveen. SC Heerenveen is one of eighteen Dutch premier league soccer teams. The club has been subject to quite a respectable growth over the past few years. The excellent board, the trainer who knows what he wants, and the promotion to the highest Dutch league have proven to be causes to this. SC Heerenveen's kit is one of the most traditional ones in the Netherlands. The shirt has small blue and white vertical lines with a number of red water lilies in it. Those 'pompeblêden' are famous flowers for the province Fryslân.

Further information about the SC Heerenveen:  
<http://www.sc-heerenveen.nl>

## Max van der Stoel:

*Speech by the OSCE High Commissioner on National Minorities  
Basic Principles - National Minorities and the OSCE - Heerenveen, 25 May 2001*

Mr. Chairman,  
Ladies and Gentlemen,

Thank you for invitation to address this congress. I have been asked to speak about the basic principles of minority protection in the OSCE. I would like to begin by looking at these principles in general, and then explain some of the challenges of trying to apply them.

Until relatively recently, the conventional wisdom was that particular concerns and interests of persons belonging to minorities could be served merely through the general regime of human rights, for example the Universal Declaration of Human Rights and the two United Nations Covenants.

These are vital principles, but in a number of cases, additional rights are necessary. These rights act as a safety net in cases when minorities are vulnerable to



Carl Salicath, personal advisor of the High Commissioner represented the OSCE.

majority decisions that affect their interests, concerns and desires.

One of the first explicit references to minority rights in an international, multilateral document was principle seven of the Helsinki Final Act of 1975. One of its paragraphs reads, and I quote, that “The participating States on whose territory national minorities exist will respect the rights of persons belonging to national minorities to equality before the law, will afford them the full opportunity for the actual enjoyment of human rights and fundamental freedoms and will, in this manner, protect their legitimate interests in this sphere.”

The OSCE has since developed a relatively detailed set of principles designed to protect the rights of persons belonging to national minorities. They are most comprehensively outlined in the OSCE Copenhagen Document of June 1990. That document is an important recognition by OSCE participating States of the rights



From left to right: Wiebe Lageveen (Ried fan de Fryske Beweging), Murezi Michael (OSCE), Max van der Stoel and Romedi Arquint.

of minorities and what steps should be taken to protect them. The bottom line is, and here I quote, that “Persons belonging to national minorities have the right freely to express, preserve and develop their ethnic, cultural, linguistic or religious identity and to maintain and develop their culture in all its aspects, free of any attempts at assimilation against their will.”

As the Document makes clear, “To belong to a national minority is a matter of a person’s individual choice and no disadvantage may arise from the exercise of such choice”. Specific points are laid out in the Document which explain how that choice may be exercised. These include the freedom to use the mother tongue, establish educational, cultural and religious institutions, freedom of religion, freedom of movement and contacts, and so on. In a key paragraph, the Copenhagen Document notes that OSCE participating States “will protect the ethnic, cultural, linguistic and religious identity of national minorities on their territory and create conditions for the promotion of that identity”. Note both protect and promote.

Other basic principles in the Copenhagen Document underline the importance of persons belonging to national minorities to have adequate opportunities for



instruction of or in their mother tongue. It is worth noting, at the same time, that the paragraph also acknowledges the need for minorities to learn the State language.

The Copenhagen Document stresses the importance of the participation of minorities in public life. I will come back to this point in a moment.





Carl Salicath and Romedi Arquint chaired the following discussion.

These principles are not a recipe for affirmative action. Nor are they a blueprint for secession. The point of such basic principles is to guarantee that all people within the state, regardless of ethnicity, will have equal rights, freedoms, and opportunities, the possibility to participate in the life of the state, the freedom to express all their legitimate interests and aspirations, and protection under the rule of law. This does not give minorities an unfair advantage. Paragraph 37 of the Copenhagen Document says that “None of these commitments may be interpreted as implying any right to engage in any activity or perform any action in contravention of the purposes and principles of the Charter of the United Nations, other obligations under international law or the provisions of the Final Act, including the principle of territorial integrity of states”.

The standards laid out in the Copenhagen Document were translated into legal obligations in the Council of Europe’s Framework Convention for the Protection of National Minorities of 1994. The Convention gives a very detailed list of principles which states should adhere to in order to protect minority rights. I think the next speaker will expand on this subject in greater detail. My only concern about the Convention is that too often signatories make declarations and reservations that limit the application of the spirit and letter of the Convention. This should be avoided.

The basic OSCE principles concerning minority rights are constantly reiterated and reaffirmed in major OSCE conference documents. For example, in the Charter for European Security agreed upon at the 1999 Istanbul Summit, participating States underlined that “The

protection and promotion of the rights of persons belonging to national minorities are essential factors for democracy, peace, justice and stability within, and between, participating States”. The relevant provisions of the Copenhagen Document were recalled, as was the report of the Geneva 1991 Meeting of Experts on National Minorities. The Security Charter notes, and I quote, that “full respect for human rights, including the rights of persons belonging to national minorities, besides being an end in itself, may not undermine, but strengthen territorial integrity and sovereignty.” It goes on: “Various concepts of autonomy as well as other approaches outlined in the above-mentioned documents, which are in line with OSCE principles, constitute ways to preserve and promote the ethnic, cultural, linguistic and religious identity of national minorities within an existing State.”

Although OSCE commitments are only politically binding, through their inclusive in bilateral treaties and national legislation they are becoming part of customary law. The fact that respect for human rights, including minority rights, is part of the European Union’s criteria for admission of new Members has made an important impact on applicant States. So too has the Framework Convention and other legally binding commitments.

But we still have some way to go. To assist States in understanding and applying international standards concerning national minorities I have commissioned international experts to come up with three sets of general recommendations. These are the Hague Recommendations Regarding the Education Rights of



National Minorities, the Oslo Recommendations regarding the Linguistic Rights of National Minorities and the Lund Recommendations on Effective



Participation of Minorities in Public Life. These are issues which I often encounter in my work. Focusing on the particular needs of minorities, these recommendations are designed to help governments to create conditions to allow for the full and free development of the individual human personality in conditions of equality. The key is to move from the abstract to the concrete, to get States to take measures – legal and political – that can create the types of conditions foreseen in the standards concerning minorities.

How does this work?

Fundamentally, this requires a legal framework for the protection of minorities within the state. It also means creating possibilities for dialogue, effective participation in decision-making processes, and being responsive to the linguistic, educational and cultural needs of minorities. For example, States should ensure that opportunities exist for minorities to have an effective voice at the level of the central government, including through special arrangements as necessary. This also applies to regional and local levels of government. The electoral system should facilitate minority representation and influence. States should also establish advisory or consultative bodies with appropriate institutional frameworks to serve as channels for dialogue between governmental authorities and minorities.

Another way of enabling effective participation of national minorities in public life is for States to devote resources to self-governance. Looking imaginatively at this issue can move us away from what is often seen as an irreconcilable dilemma, namely satisfying the desire for self-determination while maintaining the territorial integrity of States.

For me, the fundamental issue of self-determination is that national minorities are seeking control over their destiny. That is not the same thing as secession. Indeed, the sooner Governments realize this, the more likely it is that they will be able to find ways to address self-government aspirations without breaking up States.

Self-governance can take two forms. The least well-known is non-territorial self-governance or personal-cultural autonomy. This concerns issues like the ability of minorities to use their own names in the minority language, to take decisions concerning the education of their children, to use minority languages in official communications, and to determine and enjoy their own symbols and other forms of cultural expression.

Territorial self-governance is a second option. It may be appropriate in certain situations to decentralize power to regions or the local level in order to improve the opportunities for territorially concentrated minorities to exercise authority over matters that affect them. There are many proven examples of the merits of such arrangements, as this audience knows very well. Through these types of arrangements, the state maintains sovereignty, while devolving some of its

powers to a less-than-sovereign internal unit that gains considerable control over its own destiny without being sovereign. Of course, important powers of central control hold such a system together, in particular in guaranteeing the rule of law.

This challenge is not unique to any one part of the OSCE area. One sees debates over self-government, autonomy, public administration reform and/or federalism in Canada, Spain, Italy, France, Belgium, the United Kingdom, the Slovak Republic, the Russian Federation, and of course concerning the whole future arrangement of the European Union. These types of questions also go to the heart of some of the OSCE's so-called 'frozen conflicts': over Nagorno-Karabakh, Trans-dniestria, and in Georgia. They are also key considerations for the future stability of the Federal Republic of Yugoslavia. The new democratic government has an enormous challenge in coming to grips with the future status of Kosovo, Montenegro's place within the Federation, and the extent to which Vojvodina and Sandzak should exercise self-government.

Resistance to decentralization and devolution are particularly strong in countries that pride themselves on being nation-states and/or have a long tradition of strong central government. This resistance makes it harder to seek creative compromises that allow for greater "internal" self-determination. It also tends to make minorities or regions adopt a harder line, even advocating secession, as they feel that there is limited scope for the centralized, majority-dominated state structure to accommodate their needs. This polarization threatens the stability and integrity of the state. We must therefore assist majorities and minorities to realize new conceptions of the state that reflect cultural diversity.

I would like to conclude by noting that there are now a number of international standards concerning the protection of persons belonging to national minorities. These are minimum standards which must not be compromised. We must work with states to more vigorously apply these standards. Over the past eight years my Office has been able to play a role in this process. The message that I try to convey to Governments is that they should implement their commitments, not because they have to, but because it makes sense. To minorities, I stress that they should protect and promote their legitimate interests, but within the parameters of the state. If these parameters are not sufficiently representative or effective, they should seek to change the system, not to leave it. This requires compromise on all sides. This is not easy because majorities and minorities have their own basic principles which they consider as intrinsic to their identity. But I maintain that different ethnic identities can be accommodated within states. The main consideration is to protect the basic human rights of the individual.

Thank you for your attention.

## **Bujar Ibishi:**

*Association for Democratic Initiatives ADI - Macedonia  
The Present Situation in Macedonia, Heerenveen, 25 May 2001*



Bujar Ibishi

In late February, when the violence erupted in the Republic of Macedonia, most of the passive observers of the situation were caught by surprise that how is it possible in a state that was presented as a model for interethnic peaceful coexistence and a oasis of peace, as some use to call it, turned and developed to the other limit of armed dispute. At a later stage, when the more in depth analysis were made, the 'invisible' part of the problem came to surface. This was just another proof of the natural theory that you cannot solve problems by simply ignoring them. Ignoring usually means suffering the boomerang effect that sometimes can be fatal and have unpredictable consequences for both the majority and minority population in a certain space that we often call states.

With the act voting and enacting the constitution Macedonia formally became an independent state. Like many of the Newly Independent States, Macedonia inherited a large number of unsolved problems, which added to the fact that Macedonia was the second less developed area in the Former Yugoslavia (after Kosova) inevitably generated further problems. These changes meant qualitatively negative change for the state of the nationalities in Macedonia; respectively they were excluded from constitutionality of the state. So, as collectivities they were no longer representing a constitutive element of the state, but only as individuals, but this was not the case with the ethnic Macedonians.

The problems however started much earlier when Macedonia was still in SFRY particularly after the demonstrations in Kosova in 1981. It began with the

massive differentiation process and discrediting of the intellectual. Arrests were made even for banal reasons as for mentioning Albania or the prominent personalities of Albanian culture or history. As an excuse for the arrestment reasons as illegal arm possession, singing nationalist songs, celebrating significant dates of the Albanian culture, etc were used. In the period of 1981-1989 a mass destruction of books published in Tirana took place, regardless if the authors of the books were Albanians or foreign, but the fact that were translated into Albanian and published in Tirana was enough. This went so far that even house libraries were inspected. It was enough for the police to gain information on possession of such books and to use it as an excuse for inquests and searches of houses as well as to begin investigations.

As one of the more primitive forms of pressure towards nationalities was the demolishing of courtyard fences of the Albanian, Turkish and Roma houses, by the excuse that it is done for reputed cultural emancipation of the nationalities and for their more successful integration in the society.

The Department of Internal Affairs composed a list of forbidden names, and one couldn't name it's own child with those names. The excuse for this repression was that by using these names the irredentism and separatism strengthens and the feeling of mutuality is demolished. The fact that a significant number of the members of the nationalities were already using these names, respectively they were given these names before the list of the forbidden names was composed, was not considered.

The studying opportunities in Macedonia have rapidly reduced (both in Macedonian language and in mother tongue), employment in governmental institutions have become almost impossible, and all this was done using different excuses like supposedly participating in the Kosova Demonstrations in 1981, (in Gostivar in 1985-7 a massive political differentiation was done to the leading political and intellectual staff using the excuse that they attended the funeral of Xhemil Islami killed in a traffic accident, but allegedly with separatist views), but other reasons/excuses were used like inadequacy of the educational programme in the University of Prishtina (most of the Albanian intellectuals due to the ability to study in their mother tongue had finished their studies in the University of Prishtina) invalidity of their degrees, etc.

For the period of 10 years, Macedonia and the Macedonian state did basically very little to work on a long term and durable solution in the field of interethnic relations, despite the pro-forma and merely ornamental presence of the members of minorities in the state institutions which was needed in order to use it when

necessary towards the EU and International Community to prove that it has a pattern for minority representation. On the other hand, the state and its institutions showed a little or no trust at all towards minority representatives running “delicate” government institutions. The fact that the minority representatives in the Parliament didn’t vote the constitution should have been a clear message that something is missing in the entire puzzle that makes the picture incomplete. This was basically the first error that the government of that time did and introduced the model of ignoring the problems with occasional suppressing of emerged disputes. What the government failed to do for the past ten years is to prepare the ground amongst the Slav ethnic population and work on a positive discrimination scheme that would have advanced both the representation of the minorities in state institutions and the trust of all communities amongst each other proving overall that the minority representatives are loyal citizens of the state. A major failure is as well the attitude that giving more rights to the minorities would consequently mean fewer rights for the majority Slav population. The very fact that for



ten years they participated in the state institutions was a fact itself that they want to work on the joint state and improve the living conditions in it. What the minorities, predominantly the Albanian population in Macedonia, received in return is brutal suppression of initiatives like the superior education in the minority languages, the use of national symbols like the flag and the language and last but not least dis-advancement of the economical situation amongst the minority population. This was as a side effect of the criminal employment policy that was introduced during the time of Former Yugoslavia where you could easily encounter statistical figures like in a predominantly minority inhabited areas like Gostivar with population figures Albanians 80%, Macedonians 12% and Others 8% you could easily find employment records like

Macedonians over 80% in factories, municipal institutions, regional representations of state institutions and so on, Albanians 10% and others 10%; and finally compared to the population percentage the unemployment rate would look like the following: unemployment amongst Macedonians 20% amongst Albanians 80% and amongst others 60%. It’s as well important to mention that the employment amongst Albanians and other members of minorities was a self-employment pattern based on running small stores, handicraft a.s.o. This resulted with a high scale economic migration amongst the minority population. The privatization model that was introduced at later stage further disadvantaged the position of the minority groups since it was dependant or linked to the employment policy. At the time the number of jobs in enterprises was additionally reduced, regardless the fact that it was low in relation to the employees who were of Macedonian ethnicity. The consequences of these are felt even today, namely except the effects the nationalities felt in that period such as unemployment, forced to migrate to foreign countries because of the inability to find work, etc., the consequences of this

small inclusion of nationalities in enterprises automatically excluded the members of nationalities from distribution (privatisation) of the socially owned mutual property under favorable conditions, for the reason that the chosen privatisation model favored the employees in enterprises during the process of privatisation (this was also created as a result of the work from all and by means of self contributions - separate contributions which were paid by the population as taxes), the nationalities participated in this process with 2-3 %. (Due to this disproportionality with jobs in enterprises, the Albanian

political representatives proposed a privatisation model with vouchers, where all Macedonian citizens would equally take part in the privatisation and to redistribute the socially owned property, but the Macedonian Parliament did not accept this proposal)

There were only a small number of nationalities that were in the Government of Republic of Macedonia in the 80’s, only 2%. The state establishment via special means as well as the stressed Albano-phobia over the last 20 years and especially from 1981-1990 did massive slandering, arrests, murders, driving people out of their homes, labeling using the state propaganda machinery, but also through attempts of discrediting the respected representatives of the nationalities in front of their own people. This was only done to disable

them from becoming leaders of their own people.

Economically and politically, the minorities have been eliminated from their participation in the distribution of labour and the material wealth acquired in the socialism as public capital, working organisations, factories, shops, apartments and land. They have not received almost anything but all the above remained in the hands of the Macedonians.

The emphasised mistrust in the new political government, who promoted the Macedonian ethnic component in every aspect of the social and political life, led towards creating mistrust of the nationalities in the institutions of the system, where by the way, the number of ethnic employees was still disproportionately low. Also, this led to greater objection of the Albanian representatives to the results of the census of the year 1991, where the number of the Albanian people didn't correspond to the figures the Albanians disposed. Consequently, in 1992 People's Democratic Party and the Party for democratic prosperity conducted a re-census in parts of the country where Albanian population live. The obtained results indicated that there are 30 % ethnic Albanians that live in Macedonia, (it's also worth mentioning that with the newly passed bill on citizenship as well as the way of doing the census in 1991, the total number of the population was reduced to more than 150.000 citizens in relation to the previous census). The Albanian representatives claimed that these people are citizens of R of Macedonia, and that most of them were Albanians whose status wasn't regulated yet.

The new and existing constitutional legal decisions didn't satisfy even the educational requests of the Albanians, so that from the very beginning of the new plural parliament, the representatives of the Albanian parties stressed their needs for education in their mother tongue for High Education. The insufficient response of the Macedonian ethnic representatives to this requests, resulted with an initiative to establish a third University in Macedonia, where the lectures would be done in Albanian language and the venue in Tetovo (a city in western Macedonia where Albanians are a majority). The representatives of the Albanian political parties supported this initiative and three municipalities in western Macedonia whose Mayors were Albanians (Tetovo, Gostivar and Debar). With the legal regulations for High Education those days, a right for establishing institutions for High Education had as well the social and political communities (municipalities). These municipalities on behalf of the institutions they represented signed the document on establishing a high education institution in Tetovo. Representatives from several NGO-s, mainly made up of Albanians also signed this document. This was due to an educational discontinuation, namely there was a reduction of educational provisions in the level of higher education, since before the independence of Macedonia, most of the Albanians studied in Prishtinë University in Albanian Language

Among the constitutional decisions, which the representatives of the Albanian political parties perceived them as discriminating, was also the inability to use national symbols. Concerning this, the decision made by the Mayors of the municipalities who had the majority Albanians to use the Albanian flag in front of buildings of the 23 municipalities resulted with a ban by the Constitutional Court to use these symbols. The refusal of the Mayors and Councils to enforce this decision resulted with a mass police action in Gostivar and with smaller emphasis in Tetovo on 9th July 1997. In this intervention 3000 policemen took part using firepower, in which two young people were killed and a third one died the following day from injuries that he received from the police. Over a 1000 people were harassed, beaten up, arrested and insulted in this police intervention. As a consequence of this intervention was the arrest of the Mayors and Chairmen of Councils in Tetovo and Gostivar. (The first sentence for the Mayor of Gostivar was 13.8 years, but the same sentence was reduced to 7 years under the pressure from the domestic and international community).

Subsequently, there were other trials that were conducted in bad conditions and heavy police presence and during which the investigation process wasn't respected at all. It is worth mentioning that the police intervention followed only a few hours after the bill on using the flags of the nationalities was passed. This bill was passed with an urgent procedure that even legally regulated the use of the flags of the nationalities and was effective immediately even though not in the requested capacity by the Albanian political parties).

Whilst Macedonia is a signatory of many conventions and treaties, the public policy of RM towards the nationalities is pretty restrictive and the achievement of obligations that come out from these signed documents will be shown in public adversely, like these are obligations that are required by the International public, not like activities with which the living conditions will be improved to a part of citizens of the country.

The control for respecting the legislative, for securing the human rights and the rights of the national minorities enforces the Constitutional court of RM and People's Attorney.

The Assembly has founded a Council for inter ethnic relations. This Council consists of the president of the Assembly, two members from each nationality, Macedonian, Albanian, Turkish, Roma, Vlach community and two members from the rest of the nationalities.

The Council reviews issues on inter ethnic relations and gives views and suggestions for their resolution. The Assembly is obliged to review these views and suggestions and to make a decision about them. The government of Macedonia should create an atmosphere and introduce the necessary changes in the Constitution, which will promote Macedonia as a civic

state and exclude the parts, which are giving the Constitution an ethnocentric dimension. This especially related to the Preamble of the Constitution and articles Article 7, Article 19 paragraph 3, Article 48 and Article 49

The Government should through a “Lex Specialis” legalize the existing Tetovo University as well as recognize the diplomas of its students, and introduce it as the third state-funded University.

The government should introduce special measures, which will enable the balance of the minorities within the public administration, and especially the police, the army, and the State Bureau of Statistics

An electoral law should be introduced, which will enable the minority population to be represented in the parliament according to their participation in the general population.

The Government should suggest and the parliament should accept establishment of a two-chambered parliament, which will enable establishment of a non-majorisation mechanism, when minority interests are in question

Undertake affirmative action, and to introduce sustainable mechanisms which will ensure advancement of the socially marginalized groups, in order to reduce the mayor social differences in the society.

The government should launch a campaign and necessary training for the public administration, police authorities and court officials, to reduce the present discrimination in these institutions towards the minorities, and raise their awareness on the importance of non-discrimination for the general development of the society.

The government should establish and financially support creation of official professional institutions that will promote the conjunctive interactions versus the disjunctive ones present in every sphere of public life in Macedonia. and will support and develop the culture and traditions of the minority groups.

The state controlled medias must be released from the political parties control as well as from the historical prejudices. The state should ensure an equal position of all religious communities and enable recognition of smaller religious groups.

The government should take measures to make sure that minorities who want to change their names back, can change the spelling of their surnames back to their primal surnames. This measure should be done feasibly and the procedure for the minorities should be as simple as possible and free. For the smaller minority groups, the government should introduce special measures, which will enable them to learn their mother tongue. The government should recognize the right of the parent to decide on the language of education for their children. With the introduction of the changes of

the constitution art. 48, to ensure a broader and qualitative use of the minority languages in all administrative and public institutions. The government should introduce an easier approach to information, as well as enable gaining of informations in minority languages

The State should legally enable the Local Government change the names of the streets and Public Institutions in their areas without limitations from the Central Government.

The official curricula and textbooks should be changed and should include more about the history and culture of the minorities. More classes in minority languages in the Primary and secondary schools should be opened.

The government should take immediate measures to

- a) Ensure equal presentation of the minority cultures in the public and cultural life of the country
- b) Ensure equal participation in economic and social life and introduce mechanisms which will ensure that money for infrastructure is channeled equally to areas inhabited by minorities (Western Macedonia)

The government should apologize for the forced actions undertaken in the previous system towards forced migration of the minority population. Should erase the visa regime with the neighboring countries, and to enable easier flow of people who very often have their relatives and members of the same ethnic group on the other side of the border. It should take braver steps in introducing the international standards within the domestic legislation

The government must take all the necessary measures to ensure the minorities that they are equal citizens, that the government is equally protecting them, and with that to ensure their loyalty towards the state.

All of the above are recommendations that should be considered seriously by the authorities in Macedonia. Changes are needed fast in order to rebuild the gap between the communities in Macedonia because the wider the gap is, the harder will be to rebuild the mutual coexistence formula which inevitably is a reality in Macedonia..

Thank you.



# Standortbestimmung der westeuropäischen Minderheiten in Europa

Heerenveen, 26. Mai 2001

**MODERATION** **Karel Smolle**, Österreichisches Volksgruppeninstitut, Wien;  
ehem. Präsident der EBLUL,  
ehem. Frauensprecher im österreichischen Parlament für die Grüne Fraktion  
Seit 1959 Beschäftigung mit Minderheiten

**TEILNEHMER** **Prof. Dr. Durk Gorter**, Die Friese in den Niederlanden  
**Romani Rose**, Sinti und Roma in Deutschland  
**Dr. Bernard Spacapan**, Die Slowenen in Italien  
**Romedi Arquint**, FUEV



Von links nach rechts: Romani Rose, Prof. Dr. Durk Gorter, Karel Smolle, Dr. Bernard Spacapan, und Romedi Arquint.

## **Karel SMOLLE,** **Österreichisches Volksgruppeninstitut**

Um eine Standortbestimmung der westeuropäischen Minderheiten in Europa vorzunehmen, muss man die rechtliche Situation der Minderheiten beleuchten, sagte der Leiter der Diskussion, Karel SMOLLE, Wien.

Grundlage des Umgangs mit Minderheiten ist die Menschenrechtskonvention, die Individualrechte regelt, nicht aber kollektive Rechte. Das Rahmenabkommen ist in Kraft getreten, jedoch hat die Mehrheit der Staaten die Berichte über die Situation der Volksgruppen nicht abgegeben, insbesondere die Berichte nicht, die die Staaten zusammen mit den Volksgruppen erstellen sollten.

Für die Minderheiten von Bedeutung ist die Charta der Regional- oder Minderheitensprachen, die Kopenhagener Erklärung von 1991 und die Cottbusser Erklärung. Die Volksgruppen, so Karel SMOLLE, müssen sich im Zuge der Globalisierung neuen Entwicklungen stellen und ihre Standpunkt überprüfen: »Wir können einen Bericht über die Friesen nach Malaysia schicken, wenn sie es wollen, aber die entscheidende Frage ist: gibt es dafür einen Bedarf?«, so Karel SMOLLE. Man müsse Antwort auf die Bipolarität fin-

den, die in der Fragestellung Regionalisierung kontra Zentralisierung stecke. Man müsse sich auch von Seiten der Volksgruppen die Frage stellen, wie künftig ein Nationalstaat in einem Vereinten Europa aussehen solle, ob es ihn noch gebe.

Karel SMOLLE schlug vor, einen Ausschuss zu installieren, der sich zuständig fühle für alle Fragen der Osterweiterung. Zur Zeit gäbe es in Europa eine Reihe von nationalen Konflikten, die ihren Ursprung in der Minderheitenfrage hätten. Es gäbe allerdings auch bei Volksgruppen noch kein Instrumentarium für die

Prävention von Konflikten, und es gäbe keine Instanz, weder bei den Volksgruppen noch auf Seiten des Staates, wo ein Betroffener seine Sache abhandeln könne. »Wir spüren Volksgruppenprobleme erst, wenn die Konflikte mit der Keule ausgetragen werden.« In der Volksgruppenfrage gelte die Argumentation: wer ist stärker? Es werde zu spät nach den Ursachen gefragt.

Die FUEV müsse sich fragen, wie sie in den einzelnen Ländern auf diese Entwicklungen reagieren solle. Die Kommunikation zwischen den Volksgruppen, zwischen der FUEV und der Allgemeinheit müsse besser funktionieren.

Die meisten Volksgruppen bedienten sich der neuen Medien nur sehr zögerlich. Man müsse die gesamte Volksgruppen-Berichterstattung moderner gestalten, und sie müsse vom Computer lesbar sein. Erstmals sei durch die neuen Medien die Möglichkeit gegeben, von Frau zu Frau und von Mann zu Mann zu informieren. Man müsse, so Smolle, wegkommen von historisierenden Berichten und lernen, sich mit der heutigen Situation auseinander zu setzen. Wichtig, so Smolle, seien vorausseilende fachliche Stellungnahmen zu Volksgruppenfragen im europäischen Zusammenhang.

**Prof. Dr. Durk GORTER**  
**Die Friesen in den Niederlanden**  
*(siehe auch Seite 33 ff.)*

Eine Erfolgsbilanz der friesischen Minderheit zog Prof. Dr. Durk GORTER. Bereits 1950 hatte die FUEV in Friesland eine Konferenz der Minderheiten durchgeführt. Seither, so Prof. Dr. Durk GORTER, haben sich viele Dinge verändert. Heute werden in Friesland mehr als 100 Sprachen gesprochen. Das sei mehr als noch



Prof. Dr. Durk GORTER

vor 20, 30 Jahren. Es gäbe heute 350.000 Menschen, die Friesisch als Muttersprache sprechen. 400.000 sind in der Lage, Friesisch zu sprechen. 95 % der in Friesland lebenden Bevölkerung kann Friesisch verstehen, 13 % kann es lesen, aber nur etwa 3 % kann Friesisch schreiben. In den Niederlanden werde viel über die Nationalität der Niederländer debattiert und über die Frage, ob die Friesen dazugehören oder nicht. In einem vereinten Europa könnten die Niederländer mit ihren 20 Millionen Einwohnern in eine ähnliche Situation kommen wie heute die Friesen. Auch wenn die Situation in Friesland positiv ist, sei sie nicht ganz einfach. Man habe z.B. gemischte Familien, in denen die Kinder kein Friesisch mehr lernen. Friesisch und Niederländisch seien sehr nah verwandt, und das habe zur Folge, dass das Niederländische das Friesische in einigen Bereichen übernehme. Auf der anderen Seite möchte das Friesische neue Bereiche erobern - neue Medien, die öffentliche Verwaltung, die Bildung. Die Friesen befinden sich nach Angaben GORTERs in einer unklaren Situation, wann und wo sie die Sprache benutzen können und sollen.

Der Kampf um die friesische Sprache sei noch nicht abgeschlossen. „Wenn wir uns nicht um die Sprache bemühen, kann uns die Sprache abhanden kommen.“

Heute, so GORTER, sind wir mit vielen ethnischen Minderheiten konfrontiert, die genauso viele Sprachen sprechen. Das könne Einfluss auf die FUEV haben. Die Sprachen der städtischen Minderheiten bilden ein konstitutives Element der europäischen Szene.

„Wir möchten mehr herausfinden über andere Minderheitensprachen sagte GORTER.

**Romani ROSE**  
**Die Sintis und Romas in Deutschland**

70.000 Sinti und Roma waren bis zur Machtergreifung von Hitler eine anerkannte Minderheit mit Berufen etwa als Handwerker und Künstler. Sie hatten ihren Platz in gesellschaftlichen Leben, waren in der kaiserlichen Armee, und oft wurden ihnen hohe Auszeichnungen verliehen. Nazi-Deutschland beendete diesen Zustand. Nachdem Himmler im Jahr 1938 die endgültige Lösung angekündigt hatte, rollten 1943 die letzten Deportationszüge mit 22.000 Roma und Sinti in die Konzentrationslager. 500.000 Roma und Sinti fielen dem Holocaust zum Opfer. Die Rahmenkonvention zum Schutz nationaler Minderheiten des Europarats vom 11. Mai 1995 (Schutzkonvention) wurde unter ausdrücklicher Einbeziehung der deutschen Sinti und Roma geschlossen. Das war ein wichtiger Schritt und bedeutsamer Erfolg der über 20jährigen Bürgerrechtsarbeit.

Romani ROSE hob jedoch hervor, dass auch heute noch Sinti und Roma in Deutschland und in verstärktem Masse in den Staaten Südosteuropas oftmals Diskriminierungen und Vorurteilen bis hin zu gewalttätigen Übergriffen rechtsextremer Gruppierungen begegnen. Ein wesentlicher Grund für die öffentliche Stim-



Romani Rose

mung gegen Roma und Sinti seien rassistische und stigmatisierende Berichte von Behörden an die Presse. Diese Praxis vieler Behörden in der Berichterstattung über einzelne Beschuldigte, indem man sie mit der eventuellen Minderheitenzugehörigkeit öffentlich kennzeichnet und damit Vorurteile gegen alle Roma und Sinti zu schüren, war auch ein wesentlicher Kern der Nazi-Rassenpropaganda gegen Juden ebenso wie gegen Sinti und Roma, so Romani ROSE.



Die Kongreßteilnehmer beteiligten sich mit zahlreichen Anmerkungen.

Deshalb verlangt der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma von der Bundesregierung ein Diskriminierungsverbot im Beamten- und Pressegesetz.

Statt dessen gäbe es in Dateien bayerischer Behörden in der Bundesrepublik Deutschland immer noch die schlimme Praxis einer Sondererfassung, durch die Sinti und Roma mit dem Datenkürzel „Personentyp Sinti und Roma“ extra erfasst werden. Dieser Rassismus, sagte Romani Rose, werde von der Bayerischen Landesregierung absunderweise damit gerechtfertigt, die Erfassung erfolge „allein nach dem äusseren Erscheinungsbild“ der Personen.

Zu der vom Zentralrat Deutscher Sinti und Roma und Auschwitz-Überlebenden eingereichten Verfassungsbeschwerde beim Bayerischen Verfassungsgerichtshof erklärte die bayerische Regierung, der Begriff „Sinti und Roma“ sei ein „signifikantes Zuordnungsmerkmal für einen kriminellen Tätertyp“. Dies sei, so ROSE, ein unglaublicher Skandal und mit den Grundprinzipien des demokratischen Rechtsstaats und mit internationalen Übereinkommen zum Minderheitenschutz nicht zu vereinbaren.

In ihren Familien verwenden die deutschen Sinti und Roma neben Deutsch als zweiter Muttersprache ihre eigenen Minderheitensprache Romanes. Der Zentralrat Deutscher Sinti und Roma verlangt von der Bundesregierung eine Gleichbehandlung und rechtsverbindliche Anerkennung auch der Minderheitensprache des deutschen Romanes im Rahmen der „Europäischen Charta für Regional- und Minderheitensprachen“.

Nur das Bundesland Hessen hat in einem beispielgebenden Beschluss die Ratifizierung nach der sogenannten Sprachencharta für das deutsche Romanes beschlossen.

Sinti und Roma verlangen, dass die Ungleichbehandlung in Sachen deutsches Romanes aufgegeben wird und richten einen Appell an die Repräsentanten der Bundesregierung, das deutsche Romanes endlich anzuerkennen.

#### **Dr. Bernard SPACAPAN Die Slowenen in Italien**

Die Gemeinschaft der Slowenen, die in Italien lebt, sei in viele politische Gruppen unterteilt, so Dr. Spacapan. Er vertrete die Slowenska Gruppe, die in der Mitte angesiedelt ist. Wie viele der Slowenska Gruppe angehören, ist nicht genau bekannt. Man rechnet mit etwa 50.000 Mitgliedern in Italien. Vor wenigen Monaten sei das neue Gesetz zum Schutz der Slowenisch sprechenden Bevölkerung vom italienischen Parlament erlassen worden. Ob es allerdings Anwendung findet, hängt von den Stadträten ab. Mindestens 25 % der Bevölkerung müsse dahinter stehen.

Das zweite grosse Ereignis der letzten Zeit seien die Parlamentswahlen. Die slowenische Minderheit habe Bedenken für die Zukunft. Einige Mitglieder der neuen Regierung seien gegen die Osterweiterung der EU,



und, so Spacapan: „Wir kenne diese Art von Erklärungen aus dem Munde anderer konservativer Regierungen in Europa.“ Es habe immer gute Beziehungen zu den Ländern an der Ostgrenze Italiens gegeben. Diese Beziehungen könnten möglicherweise so nicht aufrechterhalten werden. Zukünftig werde es den Slovenen aber insgesamt möglich sein, ungeteilt unter dem Dache Europas gemeinsam zu leben.

„Wir sind uns sicher, dass in einer Zeit der Globalisierung die Minderheiten zu erhalten sind. Sie werden eine Bereicherung für ganz Europa sein. Wir müssen es ihnen gestatten, sich ständig weiter zu entwickeln, und das ist auch die Bedeutung unseres Treffens hier“ sagte Bernard SPACAPAN.

### **Romedi ARQUINT FUEV**

Der Präsident der FUEV betonte in seiner Rede, man müsse sich auf die traditionellen Mitgliederorganisationen konzentrieren. Das sei nötig, damit die Integration von ungefähr gleich vielen „neuen“ Organisationen in die FUEV gelingen könnte. Die Rahmenbedingungen für die FUEV als repräsentativste Dachorganisation mit ihrem sehr kleinen Budget und sehr kleinem professionellen Equipment seien sehr schwierig. Man müsse sich auf das Notwendigste beschränken.

In den letzten Jahren habe man versucht, thematisch orientierte Kongressabläufe zu planen, etwa zur Schulbildung und zu den Politischen Rechten der Minderheiten.

Die wenigsten Mitgliedsorganisationen hielten sich jedoch an den Fragekatalog, auch aus den traditionellen Gebieten der Minderheiten.

Man kenne nur einen Teil der neuen Minderheiten, und es fehle die Möglichkeit der wissenschaftlich evaluierten Situation für die neuen, noch nicht bekannten Minderheiten, die um Aufnahme bäten.

Das zweite Problem, mit dem die FUEV zu kämpfen habe: die westlichen, in Staaten der EU lebenden Minderheiten schlossen sich dem European Bureau of Lesser Used Languages EBLUL an und verlören etwas das Interesse an einer politischen Betätigung in der FUEV. „Wir haben einen recht ansehnlichen Teil Mitglieder, der aus diesen Gründen die Kontakte mit der FUEV haben schwächer werden lassen. Das ist eine Schwäche für die FUEV und für ihre Solidaritätsfunktion“, so Romedi ARQUINT. Man richte sich auf ein eher gemütliches Zusammenleben in der EU ein.

Die FUEV, sagte Romedi ARQUINT, hält sich in ihrer Strategie an die Cottbus-Erklärung. Man versuche sie jährlich zu erneuern und anzupassen. Es seien immer klare Forderungen, die sich auf diese Erklärung stützen, doch sei der Erfolg nicht immer sofort sichtbar.

„Wir fungieren als Briefträger von Wünschen von Mitgliedern. Wir leiten sie weiter an die höheren Stellen. Wir geben den internationalen, einen europäischen

Anstrich, um die Forderungen unserer Mitglieder zu unterstützen“, so Romedi ARQUINT. Die Briefträgerfunktion werde allerdings zu wenig genützt. Er forderte die Mitglieder auf, dies mehr zu tun.

### **Zlatka Gieler**

Hrvatsko Kulturno Drustvo - HKD / A

Es gibt etwa 60.000 Volksgruppenangehörige. Frau Gieler gratulierte der friesischen Minderheit in den Niederlanden, dass es gelungen sei, die Anzahl der Friesen, die friesisch sprechen, ständig zu erhöhen und fragte, wie die friesische Minderheit dies erreicht habe. Durk Gorter erklärte, die derzeitige Situation des Friesischen sei fast ein Wunder, auch im Zusammenhang der gesellschaftlichen Entwicklung.



Zlatka Gieler

Einer der Hauptgründe ist, dass Friesisch die Alltagssprache der Friesen ist. Es gibt eine Weitervermittlung der Sprache von einer Generation an die andere. Das geschieht zu Hause und in der Schule, aber, so GURTER, allein durch die Vermittlung in der Schule kann man eine Sprache nicht retten. Sie muss gelebt und im Alltag gesprochen werden. Es gibt einen kostenlosen Kindergartenbesuch und einen kostenlosen Grundschulbesuch und friesische Spielgruppen für Kinder. In den meisten Fällen lernen die Kinder sehr früh, dass Niederländisch die dominante Sprache ist. Friesisch soll als Lehrfach an der Amsterdamer Uni erhalten bleiben, denn Bildung, so Durk Gorter, ist ein Meilenstein.

### **Selim Chazbijewicz,**

Polish Tatar Community / PL

Die Tartarische Union existierte bereits vor dem Zweiten Weltkrieg. Sie wurde 1925 gegründet und war

zwischen 1925 und 1939 tätig. 1990 wurde sie wieder gegründet. Die Tartarische Union arbeitet sehr eng mit dem Verband der litauischen und weissrussischen Tartaren zusammen. Sie hat etwa 20.000 Mitglieder, davon 4.000 in Polen.

„Eine Minderheit, selbst eine so kleine Minderheit hat ihre eigenen Probleme“ so Selim Chazbijewicz. Soziale Probleme stünden im Vordergrund, und die Assimilierung sei eines der gravierendsten Probleme. Die Globalisierung, meinte Selim Chazbijewicz, sei gleichzeitig eine Herausforderung und ein Problem für die Minderheiten, in Westeuropa und besonders in Osteuropa.

„Wir wollen ein ethno-kulturelles Modell parallel zur europäischen Kultur erarbeiten“. Es müsse die Möglichkeit der Selbstbestimmung innerhalb Europas geben. Es gäbe moslemische und christliche Tartaren.

„Es ist unsere historische Mission, dass auch die europäische Kultur in der islamischen Welt bekanntgemacht wird.“

Der Islam sei eine offene, demokratische und tolerante Kultur. „Das möchten wir zusammen mit den anderen islamischen Völkern verwirklichen“, sagte Selim Chazbijewicz vom Verband der polnischen Tataren.

### **Dr. Reginald Vospernik**

Narodni Svet Koroskih Slovencev / A

Dr. Reginald Vospernik vom Rat der Kärntner Slowenen, mahnte eine Art Ranking der einzelnen Volksgruppen an. Er verwies darauf, dass Christoph Pan ein ähnliches Projekt in Arbeit habe, das die rechtliche Stellung der Volksgruppen in Europa, die Instrumente zur Durchsetzung der Rechte und die Verwirklichung der Rechte in der Praxis untersuchen wollte.

Reginald Vospernik regte an, dass die Volksgruppen mehr untereinander lernen, wie Mechanismen, die den Volksgruppen zur Verfügung stehen, effektiv eingesetzt werden können.

### **Roland Atz**

Autonome Region Trentino-Südtirol  
(Südtiroler Volkspartei SVP) / I

Roland Atz dankte der FUEV für die Hilfe. Er merkte an, dass man sehr viel Theorie höre, aber wenig von



Roland Atz (rechts) hier mit FUEV-Vizepräsident Dr. Bruno Hosp

der Praxis. Er selber sei in den osteuropäischen Ländern unterwegs, um praktische Dinge zu lösen und in praktischen Dingen behilflich zu sein. Er höre zum Beispiel aus Polen, dass die Gesetze verabschiedet sind, die etwa die Schulen besser stellen sollen, aber es fehle an Lehrern. »Was nützen uns die schönsten Gesetze, wenn der Grundstein nicht gelegt ist?«

Atz betonte, er sei nicht einverstanden mit der Klassifizierung der FUEV als Briefträger: »Wir brauchen heute keine Briefträger mehr, sondern wir brauchen einen Anwalt innerhalb Europas.« Roland Atz meinte, die FUEV müsse die Chance ergreifen, die sich aus der kommenden Erweiterung der EU ergäben. »Solche Chancen bekommen die Minderheiten nie mehr«, sagte Roland Atz.

Die FUEV müsse als Anwalt auftreten z.B. solche bei der Anwartschaft von Polen in die EU und sich dafür einsetzen, dass die Minderheitenprobleme vertreten sind. »Gehen sie ab vom Briefträger und schaffen Sie ein Anwaltsbüro«, sagte Roland Atz.

»Wir sind von Seiten Südtirols bereit, unseres dazuzutun. Wir werden, wenn nötig, unsere Hilfe aufzustocken. «Zur gegenwärtigen Situation in Italien nach den Wahlen meinte Atz:

»Die Wahl von Berlusconi ist für uns eine Katastrophe. Nicht die nächsten Jahre, aber danach. Denn Berlusconi wird die erste Legislaturperiode sicher dazu nutzen, um seine Macht auszubauen. Dann werden wir Angst haben müssen, was die nächsten Legislaturen bringen werden. Sobald er sich einen Freiraum geschaffen hat und sobald die EU ihn akzeptiert hat, werden wir Angst haben müssen,« sagte Atz.

### **Rassoul Djappajev**

Nationalrat des balkarischen Volkes / RUS

Der Demokratiebegriff im Westen und im Osten sei sehr unterschiedlich, und auch er würde sich freuen, wenn die FUEV etwas konkreter agieren würde. Er bedauerte, dass der Vertreter des Hochkommissariats bei der OSZE nicht konkreter auf die Frage geantwortet hätte, wie man mit den Minderheiten im Kaukasus umgehen wolle.

Es gäbe bei ihnen im Kaukasus viele kleine totalitäre Systeme vor Ort. Oftmals seien die Gesetze auf höherer Ebene demokratischer als auf örtlicher Ebene. Auf örtlicher Ebene gäbe es oft Diktaturen, die das geltende Recht ausser Kraft setzen.

„Wir müssen dagegen etwas unternehmen. Seit 7 Jahren sind wir Mitglied der FUEV, und es gab noch keinen einzigen Fall, wo es durch uns Probleme gegeben hätte oder eine Kugel abgeschossen würde.“

Unsere Probleme sind politischer Art, und zwar zwischen der Macht in unserem Land und den Vertriebenen“, sagte Rassoul Djappajev.

### **Wolfgang Wittstock**

Demokratisches Forum der Deutschen / RO

Wolfgang Wittstock wollte wissen, ob es an den örtlichen Schulen in Friesland Unterricht in der friesischen Sprache gäbe. Das wurde von Durk Gorter bejaht.



### Hans Heinrich Hansen

Bund deutscher Nordschleswiger (BdN) DK  
und FUEV-Vizepräsident

Hans Heinrich Hansen gab zu bedenken, dass man zur Zeit noch keine Rechtsgrundlage für eine Anwaltschaft habe. Deshalb könne die FUEV sich zwar als Anwalt fühlen, aber ihre Kompetenzen zur Durchsetzung der Forderungen seien begrenzt. »Es muss sich etwas ändern in den Köpfen der Menschen.«

In Sachen Volksgruppenraster warnte Hansen, dass ein solches Raster die Gefahr in sich berge, dass Äpfel mit Birnen verglichen werden. Die Qualität von Minderheiten sei ihre Eigenständigkeit und ihre Eigenart, und deshalb sei ein Raster als Instrument zur Verbesserung der Situation der Minderheiten nur bedingt tauglich. Es gibt, so Hansen, die Rahmenkonvention und die Minderheitencharta. Minderheitenprobleme seien nicht nur nationale, sondern auch internationale Probleme.

»Solange wir in Europa zwei Länder haben, die diese Vereinbarungen nicht wollen, ist es schwierig, dies gegenüber den neuen beitragswilligen Ländern des Europarats als Standard einzuführen.«

In Hinblick auf die sogenannte Sprachencharta erklärte Hansen, die Sprachencharta habe eine Feigenblattfunktion. In Schleswig-Holstein etwa sei die Rechtsprache weiterhin deutsch und biete dem Dänischen wenig Raum. Zwar habe man nominell das Recht, die dänische Sprache einzufordern, aber was nützt, so Hansen, unsere Rechtmässigkeit, wenn es keine Mittel gibt, sie durchzusetzen? Wir müssen uns darauf konzentrieren, was wir in der Mehrheitsbevölkerung



Hans Heinrich Hansen

durch Überzeugungsarbeit leisten können.

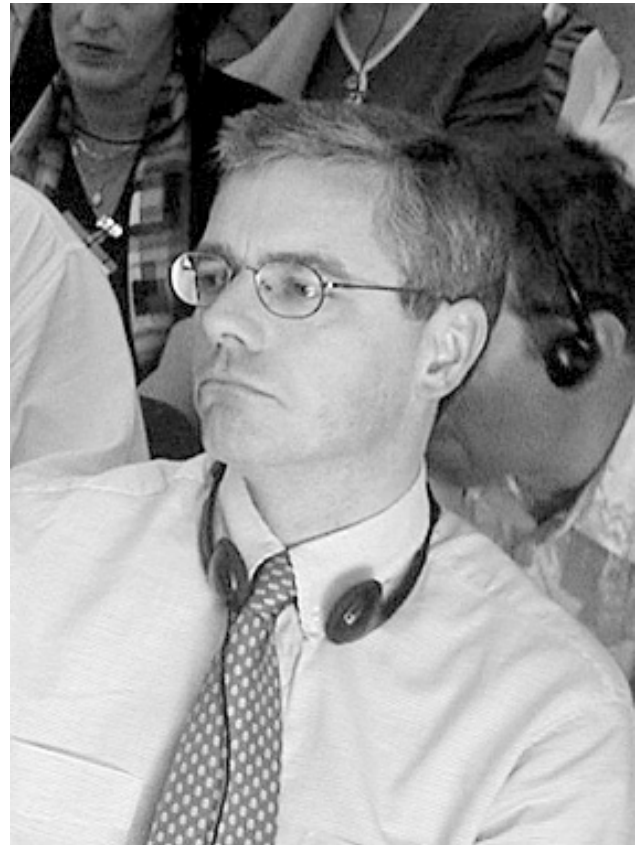
»Wie kann es uns gelingen, der Mehrheitsbevölkerung glaubhaft zu machen, dass Minderheiten ihren Wert

als Transformator kultureller Ideen und gewachsener Identitäten haben? Ich glaube, dass Europa ein Europa der Regionen wird, und ich glaube, dass da die Minderheiten ihre Stärke als Vermittler zwischen den Kulturen haben werden.«

### Jens Christiansen

Sydsløvigs Forening (SSF) / D

Jens Christiansen stellte die Frage, wie man das Verhältnis EBLUL und FUEV etablieren könne. Die Pflege



Jens Christiansen

der weniger gesprochenen Sprachen sei Sache der EBLUL, alles andere sei Sache der FUEV. Diese Grenze müsse, so Jens Christiansen, von der FUEV klar aufgezeigt werden. Er fragte, inwieweit man Gespräche mit der EU aufgenommen hätte.

### Prof. Ivan Turyanitsa

Society of the Carpatho-Rusyns/Ruthenians / UA

Die Rusynen, so Prof. Turyanitsa, seien ein kleiner Schlüssel für Europa. Sie wohnen in einem Gebiet, das im Zuge der Geschichte Teil der Sowjetunion und Ungarn gewesen sei. Heute seien sie Bürger der Ukraine. »Wir können normalerweise unser Land nicht verlassen, und wir kommen nicht in den Genuss der Menschenrechte. Das ist typisch für die kleinen Minderheiten«, sagte Prof. Turyanitsa. »Minderheit gefällt mir als Begriff nicht, weil er diskriminierend ist. Der englische Begriff »nationalities« sei treffender. »Wenn das grosse Deutschland zu China gehören würde, wäre es auch eine Minderheit.«

1996 wurde in der Ukraine ein Programm entworfen, das rassistisch sei. Man wolle den Begriff Rusynen

streichen. „Die Rusynen haben keinerlei Möglichkeit, sich in den Medien zu präsentieren. 80 % unserer Minderheit ist arbeitslos.“ Die Ukraine sei jetzt auch in Europa präsent, und in Europa gebe es Minderheiten, die geopolitisch wichtig sind, und diejenigen, die geopolitisch nicht wichtig sind, werden diskriminiert, sagte Prof. Turyanitsa.

## ZUSAMMENFASSUNG

Karel SMOLLE betonte in seiner Zusammenfassung der Diskussion den Wunsch nach mehr Solidarität. Die Aufgaben der FUEV hätten sich gewandelt. Die Briefträgerfunktion der FUEV sei auch wichtig, doch wünschte auch er sich, dass die FUEV die Anwaltsfunktion übernimmt. SMOLLE gab zu bedenken, dass das sogenannte demokratische Wahlrecht auch Diskriminierung bedeuten kann. Es kann den Volksgruppen unmöglich gemacht werden, sich am allgemeinen Willensbildungsprozess zu beteiligen. In einem vereinten Europa werde die Frage der Grenzen neu zu bewerten sein.

„Wenn Ungarn und Slowenien zur EU kommen, sind die Slowenen vereint. Es gibt dann ein übergeordnetes System, Europa, in dem alle vereint sind“, sagte SMOLLE. Er schlug vor, selbst den europäischen Volksgruppenstandard zu definieren. Das europäische Recht vereinheitliche sich von Tag zu Tag. Deshalb könne etwa auch die Frage der Beteiligung am allgemeinen politischen Wirken, z.B. an Wahlen, europaweit standardisiert werden. SMOLLE sprach sich dafür aus, die Minderheiten in einem Raster miteinander zu vergleichen. „Internationale Vergleiche etwa über Schulsysteme sind möglich. Das lässt sich messen, darüber gibt es Instrumentarien.“

Das Argument der Nichtvergleichbarkeit wird gern von Regierungen gebraucht, um gewisse Forderungen nicht erfüllen zu müssen und zuzulassen.“

Wie stellen sich die Minderheiten zur Menschenrechtskonvention? Darin steht, dass nur jene Rechte Rechte sind, die mir als Einzelnem oder als Gruppe die Möglichkeit geben, Recht zu erklagen.

Hier haben wir noch ein sehr grosses Nachholbedürfnis. Wie etwa bekommen wir einen europäischen Mechanismus der Durchsetzung der Rechte? Die FUEV sei auf der Seite der Menschenrechte und der Demokratierechte. Seine persönliche Meinung sei die Beschränkung der Aufgaben auf den Bereich Volksgruppe.

Nach wie vor sei das zentrale Problem der Volksgruppen, so SMOLLE, die Assimilierung. Gleichzeitig sei das ein stiller Wunsch des Staates, dass es geschehen möge. „Der Staat hat lieber möglichst gleichförmige, gleichfrisierte Gruppen, die kommen, wenn er sie ruft. Wir aber können uns von der in der Minderheit innewohnenden Provokation nicht verabschieden.“ SMOLLE sprach einer Entpolitisierung das Wort, denn Volksgruppenfragen seien immer auch politische Fragen. Er habe immer vor einer EBLULisierung gewarnt. „Eine Repolitisierung der FUEV und auch der Arbeit

scheint mir sehr wichtig.“

Romani ROSE betonte, dass es für Minderheiten wichtig sei, dass auch die europäische Grundrechtecharta eine Stärkung erfährt und dass einheitliche Standards erarbeitet werden. Eine Chance für Europa sei, dass Vorbedingungen der Aufnahme eines Landes demokratische Standards sind. Darin spielen Minderheitenfragen eine wichtige Rolle. Dies sei die Chance für die Minderheiten, sich ins Spiel zu bringen. Deutschland habe eine besondere Verantwortung auch für die Minderheiten in Osteuropa aufgrund ihrer Geschichte.

In seinem Schlusswort dankte Romedi ARQUINT für die konstruktive Diskussion. Die Anregungen, auch die kritischen, fänden im Präsidium offene Ohren. Es sei für das Präsidium eine dringende Aufgabe, die Sprachencharta zu evaluieren. 13 Staaten haben bisher die Charta ratifiziert, und die FUEV wolle wissen, welcher Grad an Unzufriedenheit in bezug auf die Schlussverabschiedung herrsche. Es sei die Aufgabe des Präsidiums, Vergleiche anzustellen.

Auf die Briefträgerfunktion der FUEV angesprochen, erklärte Romedi ARQUINT, jede eigene Minderheit müsse ihre eigenen Strategien finden. Sie müsse sich z.B. darüber klar werden, ob man eine parlamentarische Vertretung wolle oder nicht. Da sei, so ARQUINT, die FUEV Briefträger, nicht Schiedsrichter. Die FUEV korrigiere nicht die Volksgruppen, sondern vermittele. Die sei auch eine anwaltliche Funktion auf regionaler und internationaler Ebene.

Auf das Verhältnis zur EU angesprochen, meinte ARQUINT, man habe jahrelang dort Anträge gestellt, aber Geld gäbe es nur für EU-interne Organisationen. Allerdings habe man die Erfahrung gemacht, dass die Anträge um Projekte gut angelaufen seien. In Hinblick auf das Verhältnis EBLUL und FUEV sei die Aufgabenverteilung klar: „Die Arbeit der FUEV hat eine politische Dimension. Die Praxisbezogene Dienstleistung mit dem finanziellen Hintergrund kann die EBLUL leisten.“

Abschliessend betont ARQUINT, dass sich die Arbeit lohne, denn „man kann Dinge verändern, wenn man sie klar auf den Tisch legt.“ An die Freunde aus Osteuropa gewandt, sagte Romedi Arquint: „Fürchtet euch nicht, wir sind mit euch.“

### Andrea Kunsemüller

Bund deutscher Nordschleswiger (BdN)  
Deutsches Generalsekretariat  
Vestergade 30  
DK - 6200 Aabenraa  
ph +45 74 62 38 33  
ph +45 74 63 21 13 lokal 106  
presse@bdn.dk

## **Prof. Dr. Durk Gorter:**

*FRISIAN, recent developments and current position in society*  
*It Hearrenfean 26-05-2001*

### **Introduction**

Diversity of languages and of cultures is a good and beautiful thing in and of itself. Each language has its own way of thinking about the world and is the product of its own particular history. Languages differ from each other in their sounds, in their grammar and vocabulary. Living languages and cultures are constantly changing. Language is an arbitrary system of sounds and symbols which is used for communicative purposes by a group of people. Language is also one of the ways by which a group can distinguish itself and mark its identity. All languages have their own and intrinsic value and all languages are equally adequate as modes of expression for the people who use them. No language is intrinsically more difficult than another language.

It is the stage of daily, informal, oral interaction between parents and children which is crucial to the survival of a language. Without mother tongue transmission no language maintenance is possible. Experts have estimated that over the next century at least half of the world's languages, and perhaps more, will die out. Within two generations all traces of a language can disappear when children are no longer raised in it. The reasons for giving up a language are manifold, among them economic and cultural domination, where the more powerful and prestigious language takes over.

The 47 states in Europe have 40 different official national languages. In total there are about 225 spoken indigenous languages. The five languages spoken by most people in Europe are: Russian, German, English, Italian and French.

In fact with the exception of small states such as Iceland, Liechtenstein and the Holy Sea (Vatican), all the other states have a number of languages. States such as Italy, the United Kingdom, Germany, Poland, France, Spain, Rumania, Ukraine have many indigenous minority or regional languages. Some of them have obtained an official status. Thus, Basque, Catalan and Galician have official status in Spain, as Welsh, Gaelic and Irish have protective language rights in the United Kingdom, as does Frisian in the Netherlands.

Due to the influx of migrants and refugees from all over the world a city such as London has over 300 languages spoken as a home language. Most other larger cities, in particular in Western Europe, easily have 100-200 languages spoken as mother tongue by their schoolpopulations, The most important immigrant languages are Arabic, Berber Turkish, Kurdish, Hindi, Punjabi, Chinese, etc.

One of the myths of bilingualism is that a bilingual person has two, equally developed languages. In reality,

bilinguals will rarely have a balance between their two languages. There are many kinds of bilingualism:

- people who are just beginning to learn as second language
- people who sound like native speakers of both languages
- people who can understand one language in writing but have trouble reading another
- people who prefer to write in one language but talk in another.

Being bilingual can enhance your chances of successfully learning a third - a fourth and even a fifth - language. Somehow, the learning of a third language is facilitated by the learning of a second. An advantage of bilinguals is to be able to communicate with a wider variety of people. It may also lead to more sensitivity in communication, to overcome barriers, or to build bridges. An advantage of being bilingual is having the opportunity to experience two or more cultures. Bilinguals have a potential economic advantage because a larger number of jobs becomes available. Bilinguals may have some advantages in thinking: more creative, faster progress in early cognitive development and a greater sensitivity in communication.

The European Year of Languages 2001 will help to promote an informed awareness of the diversity of languages in all of Europe. There is a need to increase popular knowledge and understanding of the diversity of the languages of Europe, and of the factors affecting their maintenance and growth. There is a need to generate a greater interest in and curiosity about languages.

I have not been asked to speak to you on language diversity in general, these words are only by way of introduction, what I want do is explain to you (1) first of all, in a nutshell the language relationships in Fryslân, thereafter say something about (2) the influence of internationalization and finally go into (3) language policy for Frisian

### **1) Language relationships**

At the threshold of the new millennium, on the basis of survey research, one may claim that in absolute numbers the Frisian language has more speakers than ever before. The province of Friesland has roughly 340,000 mother-tongue speakers of Frisian or 460,000 inhabitants who claim to have at least 'reasonable proficiency'. Respectively 55% and 74% of 620,000 inhabitants. Take note, these percentages are based on survey-research among the population of 12 years and older.

Even though such a statement has limited scientific value, it scores well in the media and it also gives new heart to language activists. The claim about the abso-

lute number of speakers also partially answers one of the main question I will deal with today. On the surface things have not really changed in the position of the Frisian language over the last 30 years. The basic percentages of people who have the ability to understand (94%), speak (74%), read (67%) or write (17%) Frisian have remained more or less the same. Those four percentages have only changed a little between the first general sociolinguistic survey of 1967 and the most recent one of 1994. We concluded that survey results, in terms of language ability, usage in intimate and more public settings and language attitudes, point to a stable situation for the Frisian language.

= *Figure 1 on the hand-out*

The common expectation in Friesland seems to be that the Frisian language is decreasing in use. There is a general sense of a 'threatened language' underlying the development of language policy and all kinds of other language policy efforts. The new language survey among the population, in which many questions were repeated from earlier surveys in 1967 and 1980. was eagerly awaited, but the results were quite surprising to many people. The survey did not find that Frisian was diminishing in use. Stability over the last decade proved to be a characteristic of the language relationships in many ways. This can be illustrated by a central variable such as home language. The proportions for 'language usually spoken at home' are shown in Table 1.

[*Table 1: home language*]

The outcomes of the table do make clear that the use of Frisian as a home language declined sharply between 1967 and 1980, from 71% to 56%. Dutch as a home language in Friesland increased substantially between 1967 and 1980 to about one-third, but afterwards remained at about the same level. Migration is an important factor in this regard.

The distribution of language use of Frisian over different social domains shows an uneven pattern. A majority of the population habitually uses Frisian in the domains of the family, work and the village. Frisian holds a relative strong position there. In the more formal domains of education, media, public administration and law, the use of Frisian has made some inroads during the last decades, but overall is still fairly limited.

The slow decline of percentages of mother-tongue speakers in the traditional rural areas has continued and there has been a slight increase in the towns. Today, on average some 70% in the countryside and some 40% in the towns are Frisian L1 speakers. This means that the speakers are geographically more evenly distributed (during the 1950s these percentages were over 90 and below 30, respectively). Migration from rural areas to the towns is, of course, an important factor. It also means that almost all neighborhoods and most families have become linguistically mixed. Here lies a potentially dangerous situation for Frisian,

because research tells us also that in mixed marriages by far the majority will opt for Dutch as the language for the next generation. Against this goes the finding that quite a few persons learn to speak Frisian as second language (20% of the total population) and will use it to some degree, even if much less than first-language speakers. Another surprising finding was that Frisian-speaking parents, on average, have slightly more children than non-Frisian speakers, this birth surplus has compensated somewhat for the loss due to mixed families.

Also of some importance is a process of 'mental urbanization' of the rural areas which leads to further Dutchification of everyday life.

Figure 2 contains a summary of twelve situations in public life for which the respondents have stated the language they ordinarily use. The situations can be distinguished according to the degree of formality and the familiarity with the interlocutor. A cross-tabulation has been made with language background: those respondents who have learned Frisian as their first language (L1) are distinguished from those who indicated that they could speak Frisian, but it was not their mother tongue (L2) (those who cannot speak Frisian are excluded).

> *figure 2*

Figure 2: Use of Frisian in twelve situations: as first language (L1) and as second language (L2)

At the bottom we find that 85% of Frisian L1-speakers habitually speak Frisian in the shop where they do their daily shoppings, whereas only 42% of L2-speakers use Frisian. So language background seems to determine much more which language will be used in public than language ability by itself. In climbing this 'mountain graph' the gap between L1 and L2 speakers narrows in terms of the percentage that does use Frisian in the selected situations. For instance when we look at language used with a medical specialist all seem to agree that this is a formal situation with status differences between both interlocutors and thus less 'fit' for Frisian.

Still, in the situation of language spoken with Dutch neighbors second-language learners barely use Frisian with their Dutch-speaking neighbors, where first language speakers do so in about one-fifth of the cases (19%). At the top of the graph there is very small difference between first-language speakers and second-language speakers of Frisian. Speaking to a 'Dutch tourist' is obvious something for which Frisian cannot be used. Of course, these results have informed us only about a limited number of situations of language choice. It is quite obvious that the language of the interlocutor is an important factor. Language choice is 'person bound'.

The language situation is faced with a paradox: there is stability for the minority language Frisian, but at



the same time an increase in the presence of the dominant language Dutch. One of the reasons is that bilingual speakers have learned to speak and use Dutch better, but at the same time have not 'unlearned' their Frisian.

Let me inform you briefly on fields or domains on the role of Frisian and then turn to language planning or policy per se.

First schools, then 2 media, 3 cultural life and 4 economic life

### *1 Schools*

There is a small initiative, taken by a group of parents, to establish all-Frisian language playgroups ('*pjutteboartersplakken*'), aiming both at Frisian-speaking and Dutch-speaking children. The first playgroups were established in larger towns because parents were dissatisfied with the fact that existing pre-school provisions took no account of the Frisian language background of their children. Today the Frisian playgroups organisation was responsible for eleven groups. Not a very spectacular number considering that over 200 other playgroups exist in Friesland.

There have not been serious new developments in the teaching of Frisian in primary schools during the last few years. The great majority of primary schools comply with the requirement that they teach the subject of Frisian. A survey by the Inspectorate showed that about 30-45 minutes a week was spent on teaching Frisian as a subject. The same survey told us that one-fifth of the primary schools used Frisian as a medium of instruction with other subjects. There are official 'key objectives' for Frisian, which describe the knowledge and skills pupils should have at the end of primary school. It was striking that the objectives for Frisian and Dutch were exactly the same.

Studies have made it very clear that school practice was not reaching those ideal objectives for Frisian at all. The studies, however, reaffirmed the conclusion that teaching Frisian as a subject or using Frisian as a medium of instruction has no detrimental effect upon the results obtained in Dutch. Children in Friesland, on average, have the same level of achievement in Dutch at the end of primary school as do other children in the rest of the Netherlands. Their achievements in Frisian tend to lag far behind their achievements in Dutch.

A recent development is an experiment with 'trilingual education'. That is, some primary schools have started to develop a curriculum where Frisian and Dutch are used on a 50-50 basis during the first 5-6 grades and English is introduced as subject and medium at the upper stage as a third language for about 20% of teaching time. This experiment is being scrutinized by intensive research, but it is premature to predict any of the outcomes.

A seeming 'breakthrough' came in 1993 when Frisian became a compulsory subject in the first, basic stage of secondary education. But the obligation turned out to be light as a feather. Much dissatisfaction remains among language activists and responsible policy makers about such a minimal implementation.

There is no 'leading intellectual center' in Friesland because plans for a university have failed. Even where the differences between colleges for higher vocational training and universities are becoming smaller, the three institutions for higher education in the capital of Friesland have not provided anything like 'intellectual leadership' to the community. They are involved in a 'battle to attract students' from all over the Netherlands (or from abroad), thus Frisian is usually more seen as a nuisance than as an asset.

Cutbacks in Dutch higher education have resulted in the disappearance of two of the five chairs in Frisian linguistics outside Friesland in the early 1990s. The full chair at the University of Amsterdam could be saved 5 years ago through close collaboration with the *Fryske Akademy*. Today already it is under threat of abolition and I have spend quite a bit of my time the last few weeks writing letters and emails to convince the dean and the university board of the importance to keep Frisian. Hundreds of persons have expressed their concern, and have supported us, but the outcome is uncertain.

### *2 in regional mass media*

Quite a bit of energy in Frisian has been devoted to developments in the domains of media (Radio/TV). 'Radio Fryslân' had 20 hours per week in 1990 and almost no TV (30 hours per year). Ten years later the media position has improved substantially. Today there are daily TV broadcasts in Frisian (one hour original production early in the evening of every day, with reruns). These broadcasts are quite popular: the 'viewer-density' is the highest of all channels in Friesland at that hour. This is regarded a big success by most language activists. Opinions differ on how much it serves as an example and influences the use of Frisian by its speakers. Moreover, in both regional newspapers the same weak position of ten or twenty years ago still continues, where Frisian is used very marginally in less than 5% of all texts. Frisian is just a prominent 'topic' for regional journalists, especially for 'human interest' (e.g. a student from Vienna writing a doctoral thesis on Frisian) or a 'riot' (e.g. civil servants protesting against the language policy for Frisian). There are some prudent developments in multimedia (e.g. a CD-ROM with the history of Friesland). On the Internet there is a 'Frisian ribbon campaign' promoting the use of Frisian for web pages, there is even an all-Frisian search engine ('*Frysyk*'), but not yet any on-line course in Frisian or even an on-line dictionary. Omrop Fryslân has a full service internet site all in Frisian

### 3 in cultural life

Several expressions of culture (theater, Frisian festival, film, music and literary evenings) do, in a sense, flourish more than ever. For instance, open-air theater performances in Frisian are enormously popular: the most famous annual theater in Jorwert has a series of 10 evenings, for which tickets are sold out through special phone-lines within hours. In literature there are no real literary 'big young talents' or 'discoveries', but there is an ongoing discussion between the older 'gray-hair' establishment (over 50) and a younger generation (under 40), which seems to gain momentum and may become quite interesting.

One of the 'breakthroughs' for Frisian has been its remarkable acceptance in pop music over the Netherlands as a whole: three top-ten hits over the last three years. The end of last year saw a Frisian song, *wêr bisto*: where are you? at the top of the charts for 10 weeks even a hit in Belgium.

Also the language has been used as a commercial gimmick in Dutch TV and radio, stressing humor for selling a traditional Frisian alcoholic beverage. Part of the reason for this success certainly lies in the 'Eleven cities tours' (*Alvestêdetocht*) in 1985, 1986, and 1997. This ice-skating tour of some 200 kilometers can only be organized in very severe winters. These tours were mass media events of mega size and as a result the province of Friesland, but also the Frisian language and culture, became a bit more popular in the rest of the Netherlands.

### 4 in economic life

Frisian plays a small role in trade and industry. As a spoken language its use is quite common on the workfloor, but may be quite exceptional at the management level. In all kinds of client-service situations, with unknown interlocutors, there is an expectation that Frisian will be understood. The figure of 94% of the population being able to understand the language, makes clear why this expectation is almost always fulfilled. Every now and then there may be a small riot over this issue. For instance in a public meeting when someone asks that Dutch be used. Whereas 30 years ago the chairman of such a meeting would immediately yield to a request for Dutch, today such concession runs the risk of protests by Frisian speakers and usually some negotiation takes place. Spoken Frisian may be generally accepted, written Frisian still stands out as something special. Thus, in some advertisements that fact is used to attract attention. All in all Frisian is spoken in the work environment without any problems, but the domain of work is not an area of language promotion efforts, except for civil servants and teachers.

Before I go into the language policy per se I want to say something about the international context in which it has a place.

## 2) Internationalization

At the beginning of the 21st century all European citizens live in a multi-lingual environment. In their daily lives citizens come across many different languages. Their neighbour may come from another country, they may hear other languages on a bus or a train. Many languages come to us through TV or radio or the newspapers, or when reading the ingredients on a product in the supermarket. Almost any household appliance will have a multilingual instruction booklet and the display of the mobile phone, TV-set or VCR can be programmed in a dozen different languages.

'Europe' itself has also become part and parcel of the everyday reality of speakers of Frisian. This is true in the general sense as it would be for many inhabitants of the member states of the European Union (think only of the introduction of the common currency the 'Euro'). It is also true in the sense that the Frisian language has become officially recognized as a European, autochthonous minority language in the Charter for Regional or Minority Languages of the Council of Europe. [...] In my opinion the developments of European unification, in particular those aimed at the promotion of minority languages, do hold relevance for the way in which language policy is developed also for Frisian.

I can mention a few of those developments.

Numerous publications, symposia, study days, letters to the editor, and discussion programmes have been filled with the consequences for the Dutch language of a 'Europe without borders'. Leading up to the magic year '1992', a lasting public debate arose in the Netherlands surrounding issues of national identity and language. Many opinion leaders have painted a bleak future for Dutch. According to some, Dutch itself was likely to become some sort of threatened minority language. Or, as was sometimes said, the future position of Dutch in Europe can be compared to the position of Frisian as a minority language in the Netherlands. It has to be admitted that in line with the general lack of pride about their national language, quite a few people in the Netherlands would not mind at all if Dutch were cast in such a subordinate role, or even completely disappear and be replaced by English as a common language. Others rightfully point out that the chances of Dutch disappearing in the short run are quite small, as the language has some 20 million speakers and a strong infrastructure in two national states, the Netherlands and Belgium. This debate on national language and identity started in the late 1980s and has continued for over a decade now. As recently as 1998, the European Cultural Foundation (based in Amsterdam) launched a new programme under the title 'Which languages for Europe?'. This programme is mainly concerned with the problems of the use of a multitude of languages in the institutions of the European Union (with 11 official languages). The programme also deals with ways to maintain the plurilinguality of Europe as a whole and it devotes some attention to minority languages such as Frisian.

A second symposium was organised just a year ago which was concerned specifically with the position and development of minority languages, that is indigenous minority languages such as Frisian, but also the immigrant languages such as Turkish or Arabic. In effect it was the first conference where systematically representatives of both types of minorities were brought together. A book with the proceedings has been published under the title: *The Other Languages of Europe*.

Through the work of the Council of Europe are two important international instruments for the promotion and protection of minority languages came into force in 1998.

The Framework Convention for the Protection of National Minorities has been ratified by 32 states and signed by another 8 (out of 44).

The European Charter for Regional or Minority Languages has been ratified by 11 states and signed by another 13 (out of 42). The establishment of such international treaties shows a growing awareness of common responsibility of all states to take care of the survival of threatened languages.

The Netherlands and Norway were among the first signatories of the charter. The Charter has been fully ratified for Frisian and I will come back to it a bit later.

An important outcome of the process of internationalization is the enormous increase in contacts among speakers of minority languages across Europe. Since the beginning of the 1980s the European Union has taken a lively interest in the question of minority languages. One significant measure was the introduction of a special budget line in 1982. This budget line enables support of projects to preserve and promote minority languages. For instance, the first international conference organized from this budget line took place in Ljouwert (Friesland) in 1985. Later on many projects were carried out in Friesland with European Union support, among them the Mercator-Education project. This project is concerned with information, documentation and research in the field of education involving autochthonous minority languages in the European Union. It is part of a network including Mercator Media and Mercator Legislation.

Although we may observe a general increase in awareness of the importance of language issues in the Netherlands, this has not really changed the basic attitude of the majority of politicians and civil servants towards Frisian. Ignorance seems to dominate and, even when there may be some good will, this is not easily translated into positive measures for Frisian.

### 3) Legal framework & language policy

What has happened in Friesland in terms of building a legal framework over the last decade. The legal framework can be summarized in four parts:

(1st) the Covenants between the State and the Province in 1989 and 1993,

(2nd) the General Act on Administrative law in 1995,

(3d) the Act on Frisian in the Courts in 1997 and, finally,

(4th) the European Charter for Regional or Minority Languages in 1998.

I will go into each of these four parts of the legal framework briefly.

(1) In 1989 a Covenant on Frisian language policy was entered into between the State and the Province. It demarcated the end of a policy process which had begun in the 1960s in which the state and the province held widely diverging views. The covenant was a way to appease those conflicting views.

The covenant was renewed in 1993 and negotiations began in 1998 for a new covenant with a long-term perspective of at least 10 years. The final negotiations between the province and the state have taken place and the text has been finalized recently, the new text most likely will be signed within a few weeks.

These covenants include provisions for education, media, culture and scientific research, but also for public administration and the use of Frisian in the courts. Every section contains specific agreements and provisions for a budget for several parts of the 'infrastructure' of the Frisian language. Thus, for instance, arrangements are outlined for the only professional theater company 'Tryater', the broadcasting organization 'Omrop Fryslân' and the centre for scientific research - the 'Fryske Akademy'. The advantage of a covenant is clear. It provides an exception and protection to statewide rules which otherwise would not easily apply to Frisian organizations. It also provides some safeguard against cutbacks. On the negative side one has to mention that the covenant has a limited duration and has to be renegotiated again and again. Moreover, it is only a weak form of legal protection and provided no guarantee. This was almost immediately made clear by the rejection by the highest court of the arrangements in the first covenant in 1989 about the use of Frisian in public administration, which made new legislation necessary.

(2) Until recently the official language of the Netherlands was not established by law. Therefore, a motion was introduced in parliament to change the constitution, which is also a sign of the increased language awareness in the Netherlands. However, in the debate over the protection of Dutch, nothing even remotely near a two-thirds majority was to be found among the parliamentarians. The majority did rightfully think that formulating a phrase such as "Dutch is the language of the Netherlands" would not in any way protect the language in a unified Europe. Thus the constitution was not going to be changed. A compromise was found in changing the Act on Administrative Law. In 1995 regulations were accepted that Dutch is declared to be the official language of public administration. Frisian has picked some fruits of this debate, as it has been included with some specific provisions in the same law. The Act has made it possible to use Frisian in most administrative affairs,

both in written and in spoken form.

Still, such legal arrangements are only a first step, as can be illustrated by an example from the practice of language policy. As part of their language policy the provincial government and many municipalities in Friesland ostensibly accept the rule of 'following language choice'. This means that local government does not want to take the first step when using Frisian, and, in principle, only gives an answer in Frisian when addressed in that language. However, some research among civil servants showed what happens in reality. Of the few letters written by citizens in Frisian (less than 5% of all letters), these letters were not answered in Frisian in about two-thirds of cases. There are several reasons why they were not answered in Frisian. I can give a few examples. The civil servant, who had to write the answering letter, could not write Frisian and he did not want to go to the translation service. Perhaps he just took an old example from his files of a similar case, or he was insecure about the Frisian legal terminology. He may also have felt that a Frisian letter would be disapproved of by his colleagues, etc. In this way, many practical reasons make civil servants almost always choose Dutch. Thus far, little has been done to change this phenomenon of 'silent obstruction', neither by the provincial administration nor by the municipalities.

(3) Similar problems existed with the official use of Frisian in the courts. My third point. Frisian was allowed to a limited extent by a law dating from 1956. According to that law, if one insisted, one could use Frisian before a court, at least when the presiding judge allowed one to do so. Therefore, only in a few cases would a person actually use the Frisian language. In 1997 a new law became effective which contains better provisions.

(3) Similar problems existed with the official use of Frisian in the courts. My third point. Frisian was allowed to a limited extent by a law dating from 1956. According to that law, if one insisted, one could use Frisian before a court, at least when the presiding judge allowed one to do so. Therefore, only in a few cases would a person actually use the Frisian language. In 1997 a new law became effective which contains better provisions. Today, one does indeed have the full right to use the Frisian language in court. Whether many persons will now actually use it remains uncertain, seeing the hardness of traditions. Practice will tell how this law works and what jurisprudence will need to be added in order to implement it.

(4) Finally there is the The European Charter for Regional or Minority Languages. The charter is perceived as quite important by the Dutch State. After signing it in 1992, the Netherlands were among the first to ratify the Charter in 1995. Today there are 11 member states of the Council of Europe, that have ratified: besides Norway, and the Netherlands, these states are Hungary, Finland, Croatia, Liechtenstein, Switzerland and Germany, Sweden and Denmark.

One reason why the Dutch government wanted to be among the first signatories was the opportunity to play a leading role in European moral affairs, a role which it likes to play anyway. Thus, parliamentarians mentioned in their statements the importance of supporting the Charter in the light of developments of new democracies in Central-Europe. Another reason was that by codifying the existing situation for Frisian it was possible to realise some minimal Frisian aspirations.

The Charter consists of three parts. Part I contains general considerations; in Part II the languages are entered for which the Charter will be applied; and Part III consists of a long list of more than 90 articles with specific provisions to preserve and promote minority or regional languages. When a state decides to sign Part III for a specified minority language, it has to choose a minimum of 35 articles which it will apply. In the case of the Netherlands five languages were brought under Part II (along with Frisian, the languages are Low-Saxon, Limburgish, Romani and Yiddish) from this list it becomes clear that certain variants that were earlier regarded as dialects have now been officially declared (regional) languages.

Part III has only been applied to Frisian. The approach chosen by the Netherlands is one of codification. The Charter was ratified by the Netherlands in such a way that specific provisions were chosen which were already being implemented.

Thus, the Charter affirms existing language policy drawn from the covenants and existing laws. Still it has a positive symbolic effect because the Dutch member state is binding itself in this way to international law. It also becomes more difficult to reverse existing measures. For Frisian language activists the hope of the Charter is that in the future it will be possible to sign additional provisions.

Language policy has lost its prominence on the political agenda. The Charter for European minority or regional languages was important to keep policy-development going. That Charter is mainly of symbolic importance to Frisian, but at the same time the Dutch government has recognized 'Low Saxon' (a collection of dialects), among others, as a regional language. Such recognition has stimulated new initiatives in other regions of the Netherlands, but at the same time has helped to keep Frisian ambitions down.

'The Hague' (the central state government) has acceded to demands from the provincial government very slowly and especially when it would cost little to nothing. Fishman used the term 'blockage', which might be less applicable these days. The Council of Frisian movement, an organization of volunteers, has attracted some young persons, but has not yet been able to obtain a clear new profile. Activism for Frisian language policy efforts has quite a low profile.

There still is no "well-considered set of urgent priorities" defined by the Frisians themselves. Language policy plans have to a large degree indeed



been “public posturing and the adoption of well-meaning and good-sounding resolutions”; implementation has turned out to be difficult.

It has been observed that “a great deal of attention has been given to the legalistic niceties of language legislation and policy statements, and the overcoming of Dutch resistance in these areas is greatly stressed as a matter of principle.” The legal framework which has been described above is the outcome of this ‘attention’ and may be seen as a victory over Dutch resistance. However, the “implementation of new opportunities leaves much to be desired.” Policy plans have been retarded and plans have not been implemented (for instance, a lot of attention was given to the highly symbolic, but really non-issue of Frisian place-names).

### 3) General conclusion

I want to conclude that things are not be entirely bleak for Frisian. “The basic problem seems to be in activating the goodwill”. This is most certainly the case and I doubt whether much has changed over the last decade. “The struggle is far from over. Indeed, it may go on forever, ineffective though it may generally be.

My conclusion is that things have, on the whole, not gotten worse for Frisian. Of course, there are also some real threats today, especially in mixed families and neighborhoods as well as for the continued erosion of the language itself. The quality of the language is deteriorating and Frisian may at a certain point run the risk of dissolving into Dutch. In Friesland both languages are used and they are sometimes in conflict. The norms for language use can also be seen in terms of a power process. The Frisian speakers are still a quantitative majority in their own area, but the Dutch speakers are the group with most power. There is an unequal chance for Frisian speakers to realize their language preference vis-a-vis the Dutch speakers. So, the rule that ‘everyone may speak his/her own language’ is really restricted in practice. Dutch is the common language of everyone because all Frisian-speakers are bilingual and most Dutch-speakers are only passively bilingual. You can always say as a kind of powerplay, ‘let us all speak Dutch’ and only few diehards will not comply. Frisian

is allowed, and its use must be possible, but other mechanisms are doing the work of constraining its use.

The well-known concept of diglossia may still be of some use to describe the relationship between Frisian and Dutch. It is clear that the older static ‘division of functions’ between the two languages has given way to new patterns. There used to be some sort of stable diglossia relationship, where Dutch was the higher and more prestigious language, and Frisian was the language of the home and of the family. Today Dutch enters into and cannot be kept out of the intimate spheres of the home, friends, family and neighbourhood. At the same time Frisian seeks to ‘conquer’ some of the higher domains of education, media and public administration. Frisian has made inroads in areas where it was not used 50 years ago. This implies that it is far less clear what language to use, at what moment in time, or who is going or not going to use Frisian. Dutch is the language which is taken for granted, Frisian is the marked language most, but not all, of the time. Conscious speakers of Frisian or language activists may find themselves frequently in a situation of ‘competing bilingualism’. However, as a written language Frisian has remained quite marginal, thus there is still a diglossic distribution between spoken and written language functions. A number of structural power processes work against the use of



Frisian. This is not only at the level of society as a whole, but also in personal interaction between people. It implies at the same time that, in these conflicts between the two language groups, some positive tensions are also created that lead to more dynamism in society, a dynamism which is lacking in monolingual societies.

## **Dr. Nigel Hicks:**

*The Presentation of the Delegation from the Cornish Stannary Parliament  
Heerenveen, 26 May 2001*

Myttin da, ow cowethas! Good morning, my friends!

At the outset, I would like to express our gratitude for the invitation to attend this part of the Congress.

Here, before our European friends, close to the Zuider Zee, where Cornish engineers had so much impact long ago, is a chance for us to impart the truth in regard to Cornish people and their culture.

I would first like to stress that, in keeping with the rules of this organisation, the Cornish Stannary Parliament is not a body with separatist aims, and does not wish to see the break up of the United Kingdom. However, it does seek to alter the British political system, which excludes such democratic institutions as an elected Head of State, an elected second chamber, a written constitution and the unwarranted inclusion of Cornwall within England.

Cornwall, which until the 10th century had been an independent kingdom, has been so reduced in status that today it is regarded officially as little more than an appendage and county of England. However, reference to its august past cannot be deleted in its entirety as there are still unmistakable clues which survive, all of which demonstrate that Cornwall is unique among so-called English counties.

Firstly, it alone has its own living and vibrant language, which being of the Brythonic variety of Celtic languages, gave the British Isles their name.

The influence of that language is evident in the abundance of family surnames and in the ubiquity of place-names, which are alien to people from across the River Tamar. Moreover, the Cornish tongue is meaningful to an increasing number of Cornish men and women, who use it as a second language.

Secondly, it occupies a unique constitutional status which, being based on the Stannaries, the geographical areas where tin was produced, is known to be of unfathomable antiquity. This is confirmed by the fact that King John of England (in 1198), granted the first Stannary Charter, which re-affirmed the existing stannary institutions, according to the accepted legal principle of "time out of mind". In 1508, the Charter of Pardon, which was a treaty agreement, between King Henry VIII of England and the Cornish parliament, confirmed the sovereignty of the latter, to whom it gave the right of veto over Westminster legislation. These privileges were granted in perpetuity by virtue of this pardon, a fact which was confirmed in the British parliament in 1977.

Thirdly, Cornwall was illegally incorporated into England in 1889. According to the Anglo-Saxon

Chronicles, the east bank of the Tamar was set as the boundary between Celtic Cornwall and English Wessex (936 AD), while there is considerable documentary evidence that in late medieval and early modern times it was distinct from England. Laws were enacted "in Anglia et Cornubia" while the famous 14th century Mappa Mundi, together with the later maps of a number of cartographers (Mathew Paris, Johannes Hunter, Sebastian Munster and Francois de Belleforest) show that Cornwall was one of the four constituent parts of what later was recognised as Great Britain.

Fourthly, in regard to such rights as foreshore, intestacy, bona vacantia, wrecks, wines, royal fishes and writ of exchequer, the power of the Monarch has been removed and invested in the Duke of Cornwall.

In addition to the uniqueness of Cornwall, the injustice which has been meted out to Cornwall is a second feature to which I would draw your attention. I would like to refer to five aspects.



Cornish Stannary Parliament: General Secretary Rodney Nute (left) and the Officer for European Affairs, Mr. Dr Nigel Hicks.

Firstly, constitutional injustice.

In 1752, the Duke of Cornwall arbitrarily refused to issue a writ for the convocation of the Cornish Parliament, which remained inactive until 1974, when it was reconvened unilaterally by Cornishmen.

Traditionally, Cornish tanners, elected the members of the parliament. Today, while our democratic credentials are better than those of the unelected monarchy and House of Lords, there is room for improvement, although we are not helped by the lack of adequate funding and the unawareness of the Stannaries, due to a biased press. Our imperfections have been reduced by the adoption of an electoral college, known as the Cornish Stannary Community, whereby Cornish people who join, can vote, or stand, in elections to the parliament. It is a sad reflection in

Britain that we, who merely seek democracy and recognition for the Cornish people, with no official funding with which to operate fairly and successfully, whereas the Westminster government has recently spent £7 million of tax-payers money in order to kill badgers in the West of Britain!

Secondly, linguistic injustice, which was apparent particularly at the time of the Reformation, when the Dissolution of the Monasteries, had serious implications for the survival of Cornish language manuscripts. Today, such arbitrariness is evident in the refusal of the government to include the language in the curriculum of schools in Cornwall. Moreover, although the British government recently ratified the European Convention for the Protection of Regional and Minority Languages, it has not included the Cornish language within its provisions. Such an act, in this European Year of the Language, is discriminatory in the extreme and it is an inexplicable omission in the light of the revelation that the same government did include such examples as Ulster Scots and Scots, which are not languages in their own right, but merely dialects of English!

Thirdly, the injustice which is evident in the censored version of history which is presented in our Cornish schools. Even educational copies of the Mappa Mundi, which is displayed in Hereford Cathedral, have been edited to exclude all reference to an independent Cornish nation. English history poses as British history and no obligation is placed on educational authorities to include material relating to Cornwall's Celtic past, or to more recent aspects of our history, (such as material relating to the constitutional status of Cornwall and the Duchy and to the contribution of many of their forebears as unheralded pioneers of the Industrial Revolution), in the school curriculum. In the words of Mr Arquint when opening this Congress, "Anyone who does not understand the past cannot comprehend the present nor design the future". It is no wonder that Cornish children are becoming confused as to their identity and, instead of leading their lives with a sense of purpose, gained through a knowledge of their past, they are unfortunately becoming clones of a centralist and inward-looking state!

Fourthly, administrative injustice, which is discernible in a number of areas. The administration of all ancient Cornish archaeological relics, as well as of the relatively recent survivals in the area of industrial archaeology, has been placed in the control of an outside agency, English Heritage, whose record of stewardship of this aspect of our heritage has been so poor as to cause serious resentment. This has resulted in the confiscation of English Heritage signs by the Cornish Stannary Parliament, three members of which are currently facing prosecution in the English courts.

Again, the administration of the Objective One funds, which Cornwall has received from the European Union, and which are necessary to combat its long continued economic and social deprivation, is being

conducted, not from within, but by an outside unelected government agency in England and the 300 administrative jobs required have been created, not in Cornwall, but in the English city of Exeter! Even the decisions relating to a Cornish University, which is one of the most significant of the new developments, are being made by a similarly outside body. So far, there has been an inexplicable reluctance, by the authorities, to include Cornish, cultural objectives which were amongst the most important factors in securing Objective One. In reality, we are finding that, English culture (in the form of such things as English outposts of national art galleries, business propositions in the form of projects by non-Cornish people who trade upon the reputation of Cornwall as a distinct area, as in Trebah gardens, and the Eden project) is being skilfully re-packaged as "Cornish" culture, a practice which cannot be in the spirit of the Objective One process. Furthermore, while capital investment provided by European funds is certainly securing more jobs, it is most likely that most of the well-paid jobs, already being advertised throughout Britain, will ultimately be taken by the hundreds of "experts" from outside Cornwall who are deemed necessary for such projects to be successful. From past experience, those jobs which will be created for the indigenous Cornish will be of the low paid variety.

Fifthly, legal injustice, which is displayed in the attitude of the British government to international law. Whereas the European Convention on Human Rights is unequivocal and supreme, the British government has arbitrarily omitted Article 13 from the Human Rights Act (1998). This omission prevents the Cornish people in Britain from seeking redress in regard to abuse of power by the state.

The Cornish are facing a serious threat to their existence through assimilation into England. As one of the indigenous peoples of Britain, they are now reduced to being a minority and disenfranchised in their own country. It is probable that Cornish people now make up less than 50% of the population. This, when coupled with the facts that their history and culture has been falsely mis-represented, that there has been discrimination against them, demonstrates an urgent necessity for them to be recognised as a national minority of Britain. Hopefully, the action of the British government, in excluding the Cornish language from its recent ratification of the European Convention for the Protection of Regional and Minority Languages, can be reversed and the old Cornish saying "den heb tavas a gollas y dyr" or, "a man without a language has lost his land" will never have a relevance to the Cornish people.

Murassta why ow cowethas! (Thank you my friends!)

**More information:**

<http://www.cornish-stannary-parliament.abelgratis.com>

<http://www.cornish.heritage.care4free.net>

## **Romedi Arquint:**

*Jahresbericht des FUEV-Präsidenten anlässlich der FUEV-Delegiertenversammlung Heerenveen, 24. Mai 2001*

Das letzte Jahr des zweiten Jahrtausends war in minderheitenpolitischer Hinsicht ein Spiegelbild der Geschichte des 20. Jahrhunderts. Als Merkmale können genannt werden: Perspektivlosigkeit, Treten an Ort, enttäuschte Erwartungen.

### **Enttäuschungen seitens der EU**

Zunächst setzten wir einige Hoffnungen in die Debatte und Verabschiedung der Grundrechte – Charta der EU. Man konnte wohl in guten Treuen davon ausgehen, dass diese Charta zumindest das Prinzip des Minderheitenschutzes festschreiben würde, denn immerhin verlangt sie dies von allen beitragswilligen Staaten. Es zeigte sich jedoch, dass dieses Prinzip noch nicht zum kleinsten gemeinsamen Nenner der EU – Staaten gehört und dass man in dieser sensiblen Frage die Staaten, die sich skeptisch bis negativ zur Schutzwürdigkeit, ja sogar zur Existenz nationaler Minderheiten verhalten, nicht zu einer Änderung ihrer Politik bewegen will. Verschiedene Appelle und Resolutionen von NGO's und auch eine von der FUEV gemeinsam mit der Gesellschaft für bedrohte Völker durchgeführte Veranstaltung in Strasbourg stiessen ins Leere.

Als entscheidend erachtet die FUEV ein rasches Vorgehen des Integrationsprozesses in Europa. Eine wirtschaftlich und politische Einbindung der neuen Demokratien in die EU fördert den Friedensprozess und ist nicht zuletzt auch für die Abkehr von ethnonationalistischen Tendenzen und konstruktiven Ansätzen einer Koexistenz verschiedener Nationalitäten unter einem staatlichen Dach von Bedeutung. Die zögerliche Entwicklung bereitet uns Sorgen.

Der Europarat ist daran, die ersten Erfahrungen mit der Implementierung der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen und der Rahmenkonvention zum Schutz der nationalen Minderheiten zu tun. Bei der Charta sind es immer noch – zu - wenige Staaten, die sich zur Ratifizierung entschlossen haben. Immerhin könnte die Evaluation der Charta zumindest zu einer seriösen Übersicht über die tatsächliche Lage, Stärken und Schwächen – der jeweiligen Lage in den Staaten führen. In einigen Staaten haben sich die Organisationen der betroffenen Sprachen konstruktiv an den Staatenberichten beteiligen können, zT sind Minderheitenvertretungen sogar in den Expertenkomitees berücksichtigt worden.

Die Rahmenkonvention gibt zwar wesentliche Leitplanken und Grundsätze eines effektiven Schutzes der Sprach- und Kulturgemeinschaften an, als politisches Instrument ist es jedoch zu wenig konkret und bindend, zu flexibel und beliebig interpretierbar, als dass ihm mehr als eine „Alibi-Funktion“ zubilligen könnte. Der Einbezug der Betroffenen selbst ist in der

Rahmenkonvention eher marginal.

Insgesamt ist zu befürchten, dass die beiden Instrumente viel Bürokratie und viel Papier produzieren werden, ihre Auswirkungen eher bescheiden bleiben werden.

Die parlamentarische Versammlung des Europarates hat aus dieser Überzeugung heraus ein altes Postulat wieder aus der Schublade: Der Europarat soll ein Zusatzprotokoll zur Menschenrechts-erklärung erarbei-



Romedi Arquint

ten, das den Schutz und die Förderung der nationalen Minderheiten vorsieht, also die individuellen Grundrechte mit Kollektivrechten ergänzen soll. Dies entspricht einer ur-alten Forderung der FUEV, und wir hoffen, dass in dieser Hinsicht endlich „etwas Tapferes“ passiert.

### **Internationale Institutionen**

Intensiv ist die Zusammenarbeit der FUEV mit dem Europarat, der Europäischen Versammlung und den beim Europarat akkreditierten NGO. Darüber wird unser Vertreter, Pierre Le Moine berichten.

Im Rahmen unserer beschränkten finanziellen und personellen Möglichkeiten arbeiten wir mit der OSZE und mit der UNO zusammen. Hervorheben möchte



ich die Teilnahme an einem OSZE – Seminar in Wien zur Lund-Recommendation und einen Besuch beim Hohen Kommissar für nationale Minderheiten Hrn Max van der Stoel in Den Haag.

Die FUEV bemüht sich zu einer Zusammenarbeit mit andern NGO's und nichtstaatlichen Einrichtungen. Ich erwähne etwa die Gesellschaft der bedrohten Völker, das ECMI und das neugegründete Institut Carinthian Institute for ethnic minorities in Kärnten; zu verschiedenen Malen sind wir mit Projektideen und Vorschlägen zur Zusammenarbeit an die EBLUL herangetreten, leider sind diese Bemühungen bisher einseitig von der FUEV ausgegangen.

### **Mitgliedorganisationen**

Bei den Mitgliedorganisatoren stellen wir einen Zuwachs an Interessierten aus dem mittel- und osteuropäischen Raum sowie aus dem Balkan fest, und es freut uns, dass wir dieses Jahr erstmals auch russische Organisationen aus drei Staaten zur Aufnahme vorschlagen können. Leider ist es so, dass wichtige Organisationen aus dem Gebiet Grossbritanniens und dem südeuropäisch lateinischen Sprachraum seit Jahren keinen Kontakt mit der FUEV mehr haben. Zum Einen ist es so, dass, wenn eine sprachliche Gemeinschaft ihre Ziele erreicht hat (wie z.B. die Katalanen oder die Waliser), sie die gesamteuropäische Perspektive leicht aufzugeben bereit sind, zum andern können es ideologische Differenzen, finanzielle und andere Sorgen sein, die sie zur Konzentration auf die eigenen Geschäfte veranlassen. Schade, denn je grösser und je repräsentativer eine gesamteuropäische Organisation wie die FUEV ist, desto stärker wäre auch ihr Einfluss. Dazu kommt eine weitere Überlegung: Wir alle wissen um die politisch instabile und wirtschaftlich desolate Lage vieler der neuen demokratischen Staaten Europas. Die Feststellung ist naheliegend, dass es in diesen Ländern in erster Linie die Volksgruppen und die autochthonen staatenlosen sind, deren elementare Bedürfnisse ( etwa nach Schulbüchern, Medienpräsenz, kulturellen Aktivitäten ) nicht erfüllt werden können nicht erfüllt werden können; hier hat eine Organisation wie die FUEV eine wichtige solidarische Funktion.

### **FUEV-Beirat**

Erfreulich ist die zunehmende Akzeptanz des in Komarno/Komaron gebildeten Beirates, des konsultativen Gremiums, das sich aus den Vertretungen der regionalen Parlamente und Regierungsstellen zusammensetzt, in denen nationale Minderheiten leben. Er soll die Arbeit der FUEV begleitend und beratend begleiten, gleichzeitig aber auch dem Erfahrungsaus-

tausch der politischen Entscheidungsträger dienen. Als Präsident des Beirates hat sich der Präsident des Parlamentes des Bundeslandes Brandenburg, Herbert Knoblich zur Verfügung gestellt; nebst einer Sitzung in Kärnten findet eine solche auch hier in Heerenveen statt

### **Finanzen**

Die finanzielle Situation ist unser ständiges Sorgenkind. Es ist verständlich, dass nationale Mitgliedsorganisationen wenig Geld haben, zuwenig, um optimal ihre Aufgaben an Ort leisten zu können, zuwenig aber auch, um sich gegenüber einem internationalen Dachverband wie der FUEV finanziell engagieren zu können. Viele von ihnen, vor allem diejenigen aus Mittel- und Osteuropa, haben gar zuwenig Geld, um allein die Teilnahme der Delegierten am jährlichen Kongress und der Delegiertenversammlung finanzieren zu können. Aus diesem Grunde sind wir vorab den Mitgliedorganisationen, die grosszügige Mitgliederbeiträge entrichten, dankbar für ihr Verständnis. Wir sind deshalb auf die Solidarität seitens der minderheitenfreundlichen staatlichen Institutionen angewiesen. Ich erwähne die grosszügige langjährige finanzielle Unterstützung

- \* durch das Bundesland Schleswig-Holstein,
- \* durch die Autonome Provinz Südtirol,
- \* die Region Trentino/Alto Adige,
- \* durch das Bundesministerium des Innern in Bonn,
- \* durch das Bundesland Kärnten.

### **Dank**

Abschliessend sei noch ein Wort des Dankes ausgesprochen. Ich danke den Mitgliedern des Präsidiums für ihre wertvolle Zusammenarbeit, die angesichts der geographischen Distanzen und der Verschiedenheit der jeweiligen geistigen und politischen Hintergründe nicht immer so leicht umzusetzen ist. Insbes. liegt es mir daran, auch im Namen der übrigen Präsidiumsmitglieder des tragischen Todes des Sohnes unseres Vizepräsidenten Bruno Hosp zu gedenken und ihm auch an dieser Stelle unser herzlichstes Beileid auszusprechen. Ich danke allen Mitarbeitenden im Sekretariat in Flensburg, vorab Frank Nickelsen, der mit vollen Kräften seine Arbeit wahrnimmt, dann auch Gary Funck, der ihm zur Seite steht.

Ich danke allen an der FUEV - Arbeit interessierten Personen, Organisationen und Institutionen, mit denen die FUEV zusammenarbeitet.

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit.

## **Frank Nickelsen:**

*Jahresbericht des FUEV-Geschäftsführers anlässlich der FUEV-Delegiertenversammlung Heerenveen, 24. Mai 2001*

Herr Präsident, liebe Delegierte, meine Damen und Herren,

### **VORBEMERKUNG**

Bevor ich auf die eigentliche Jahresrechnung der FUEV eingehe, möchte ich einige Anmerkungen vorausschicken:

Neben meiner Eigenschaft als FUEV-Geschäftsführer bin ich auch verantwortlich für die technische Abwicklung der FUEV-Internetseiten. Positiv ist eindeutig zu vermerken, daß der langgehegte Wunsch vieler Delegierter nach mehr Öffentlichkeitsarbeit durch etliche FUEV-Pressemitteilungen via Email verwirklicht werden konnte.

Noch erfreulicher ist die Tatsache, daß nahezu 3.000 Personen wöchentlich auf die FUEV-Internetseite zugreifen. Während der Olympiade in Sydney waren es womöglich aufgrund der Minderheitensituation der Aborigines in Australien bis zu 100 Interessierte aus Canberra, Melbourne, Brisbane und Sydney.

Im Rahmen unseres Mitgliederverzeichnisses werden nahezu alle Mitglieder mit ihren Internetseiten verlinkt. So verschaffen wir auch unseren Mitgliedern eine europaweite- um nicht zu sagen weltweite Aufmerksamkeit. Allerdings vermisse ich bei den meisten Mitgliedern trotz mehrmaliger Bitten das Verlinken der FUEV-Seite und würde mich sehr freuen, wenn dies bald geschieht.

### **JAHRESRECHNUNG**

Nun zu den eigentlichen Finanzen der FUEV im Jahr 2000.

Das Jahr 2000 schloß mit einem Plus von 728,96 DM ab. Dies ist insofern erfreulich, als daß das Jahr 1999 noch mit einem Minus von -4.658,90 DM abgeschlossen wurde.

Die veranschlagten Zahlen im abgelaufenen Jahr wurden ziemlich genau kalkuliert. Das zeigt sich allein bei dem Schlußbestand von den eben erwähnten 728,96 DM.

Allerdings ist es im Rahmen der Jahresrechnungen bemerkenswert, daß in den Jahren, wo die FUEV ihre Nationalitätenkongresse in den ehem. kommunistisch regierten Ländern abhält, finanziell bei weitem besser über die Runden kommt, als es in westeuropäischen Ländern der Fall ist. Das liegt allein daran, daß die FUEV-Eigenbeteiligung, die von den Sponsoren verlangt wird, von Jahr zu Jahr erheblich schwankt.

Ich verzichte in diesem Jahr auf detaillierte Kosten-

aufstellungen einzugehen, da die FUEV im Gegensatz zu den meisten ihrer Mitglieder einen relativ überschaubaren Haushalt von nicht einmal 350.000,- DM besitzt. Im übrigen liegen jedem Delegierten die abgerechneten Zahlen vor. Sie wurden vor wenigen Wochen an alle stimmberechtigten Mitglieder verschickt.

### **SCHLUSS und DANK**

Zum Schluß möchte ich mich genau wie der FUEV-Präsident bei den Sponsoren für die vertrauensvolle Zusammenarbeit bedanken. Ich danke dem Land Schleswig-Holstein, der Autonomen Provinz Bozen, der Autonomen Region Trentino, dem Land Kärnten und der Gemeinnützigen Hermann Niermann Stiftung für die Bereitstellung der institutionellen Fördermittel.

Außerdem danke ich dem deutschen Bundesministerium des Innern für die Fehlbedarfsfinanzierungen für den 45. Nationalitätenkongreß in Komarno, den 46. Nationalitätenkongreß hier in Heerenveen, der Jahrestagung der deutschen Minderheiten sowie diverse Inspektionsreisen von Präsidiumsmitgliedern.

Auch ich möchte meinen Jahresbericht abschließen mit einem persönlichen Dank. Zwar ist die Geschäftsstelle der FUEV neben mir lediglich von einer Aushilfskraft, Frau Juliane Schermuly sowie dem Studenten Gary Funck besetzt. So wird die Arbeit der FUEV doch auf eine Reihe von Schultern verteilt, deren Namen ich hier ohne bestimmte Reihenfolge nennen möchte: Ich danke den beiden eben genannten Mitarbeitern Juliane und Gary, dem gesamten FUEV-Präsidium, Wolfgang Schümann, Dr. Martin Scheuermann, Uwe Jessen, Kay Lennart-, Benjamin und Ulrike Brodersen-Siering, Hans-Jørgen Kellner, Bernd Engelbrecht, Michael Ötzmann, Uwe Jacobsen, Peter Hansen, Hans-Otto Matthiesen, meinen Eltern Susanne und Armin Nickelsen, sowie allen Mitarbeitern des European Centre for Minority Issues, des Sydslesvig Forenings, des Bundes deutscher Nordschleswiger sowie allen weiteren angeschlossenen Verbänden der FUEV mit deren Geschäftsstellen. Abschließend möchte ich mich bei Wiebe Lageveen bedanken, der maßgeblich am Zustandekommen des diesjährigen Kongresses beteiligt war .

Auch möchte ich es nicht vergessen, den beiden Revisoren, Herrn Hermann Heil und Karl Kring einen Dank auszusprechen, die stets Verständnis für schwierige finanzielle Zusammenhänge - insbesondere bei Kongreßabrechnungen - aufbrachten.

Ich danke für Ihre Aufmerksamkeit!

## I ORDENTLICHER HAUSHALT

	IST 2000	SOLL 2000
<b>A EINNAHMEN</b>		
<b>1. Zur freien Verwendung</b>	<b>186.701,74</b>	
11999 Vermischte Einnahmen	126,79	700,00
25201 Zuweisg. Schleswig-Holstein	36.609,03	40.000,00
25202 Zuweisg. Autonome Provinz Bozen/Südtirol	25.000,00	25.000,00
25203 Zuweisg. Autonome Region Trentino/Südtirol	70.409,88	70.000,00
25204 Zuweisg. Land Kärnten	5.000,00	5.000,00
28301 Spenden	4.355,00	5.000,00
28401 Mitgliedsbeiträge	45.201,04	45.000,00
<b>2. Zweckgebunden</b>	<b>150.000,00</b>	
25701 Zuweisg. H-N-Stiftung (FUEV-GS)	150.000,00	150.000,00
	<b>336.701,74</b>	<b>340.700,00</b>
<b>B AUSGABEN</b>		
<b>1. Personalaufwand</b>	<b>145.337,29</b>	
41202 Aufwandsentschädigg. Präsident	30.000,00	30.000,00
42501 Vergütung an Angestellte (inkl. Sozialabgaben)	115.337,29	120.000,00
<b>2. Raumaufwand</b>	<b>12.208,45</b>	
51701 Bewirtsch. Grundst. Gebäude	4.060,45	1.000,00
51801 Mieten u. Pachten	8.148,00	8.500,00
51901 Unterhaltung Grundstücke	0,00	500,00
<b>3. Sachaufwand</b>	<b>17.723,45</b>	
51101 Geschäftsbedarf	7.435,06	5.000,00
51501 Geräteausstattung- u. Wartung	10.288,39	10.000,00
<b>4. Kommunikationsaufwand</b>	<b>67.667,75</b>	
51301 Post- u. Fernmeldegebühren	11.654,60	15.000,00
52701 Reisekosten INLAND	4.801,51	5.000,00
52702 Reisekosten AUSLAND	21.655,28	30.000,00
52901 Repräsentation	388,12	2.000,00
53101 Veröffentlichungen	29.168,24	25.000,00
<b>5. Tagungen u. Veranstaltungen</b>	<b>0,00</b>	
54702 Tagungen u. Veranstaltungen	0,00	20.000,00
<b>6. Aufwand f. Fachberatung</b>	<b>4.796,57</b>	
52601 Allgem. Übersetzungskosten	2.790,35	10.000,00
54701 Berater- u. wissenschaftl. Tätigk.	2.006,22	5.000,00
<b>7. Diverse Aufwendungen</b>	<b>4.627,44</b>	
52501 Aus- u. Fortbildung	0,00	500,00
53901 Versicherungen	481,10	500,00
53999 Vermischte Verwaltungsausgaben	1.191,90	1.000,00
54703 Zuwendungen an die JEV	1.726,69	1.500,00
54705 Zuwendung an Organisationen	564,49	1.000,00
57501 Zinsausgaben	139,79	100,00
57502 Bankgebühren	523,47	500,00
<b>8. Projekteigenbeteiligungen s. II</b>	<b>78.952,93</b>	48.600,00
SUMME	<b>331.313,88</b>	<b>340.700,00</b>

## II PROJEKTE mit Eigenbeteiligung

	Ausgaben	Fremdmittel	Eigenbeteilig
<b>C</b>			
60002 Jubiläumsschrift 50 Jahre FUEV	26.376,03	5.818,51	20.557,52
60003 Kongreß Komarno	133.011,89	87.386,88	45.625,01
60004 Inspektionsreisen & Gegenbesuche	34.495,40	21.725,00	12.770,40
SUMME	<b>193.883,32</b>	<b>114.930,39</b>	<b>78.952,93</b>

<b>Einnahmen aus I</b>	<b>336.701,74</b>	
<b>- Ausgaben aus I</b>	<b>331.313,88</b>	
		<b>5.387,86</b>
<b>Bestand 31.12.1999</b>		<b>-4.658,90</b>
<b>Bestand 31.12.2000</b>		<b>728,96</b>

## **Frank Nickelsen:**

*Haushaltsvoranschlag 2001 des FUEV-Geschäftsführers anlässlich der FUEV-Delegiertenversammlung Heerenveen, 24. Mai 2001*

Herr Präsident, liebe Delegierte, meine Damen und Herren,

Der Haushaltsentwurf 2001 ist allen Delegierten vor wenigen Wochen zugestellt worden.

Da der Haushaltsentwurf einigen Sponsoren zwecks Antragsstellung schon im Dezember 2000 bzw. Januar 2001 zugestellt werden mußte, sind weite Teile des Entwurfes schon Realität.

Ich hoffe allerdings, daß Sie, liebe Delegierte, den Entwurf, den das FUEV-Generalsekretariat dem FUEV-Präsidium im Dezember 2000 zur Beschlußfassung vorlegte, von Ihnen ebenfalls gutgeheißen wird.



Frank Nickelsen

### **Zu den Einnahmen:**

Die kalkulierten Einnahmen sind identisch mit den Zahlen aus dem Vorjahr; d.h. die Beiträge des Landes Schleswig-Holstein in Höhe von 40.000,- DM, der Autonomen Provinz Bozen in Höhe von 25.000,- DM, der Autonomen Region Trentino in Höhe von 70.000,- DM, dem Land Kärnten in Höhe von 5.000,- DM sowie der jährliche institutionelle Beitrag der Gemeinnützigen Hermann Niermann-Stiftung in Höhe von 150.000,- DM sind der FUEV zugesagt, bewilligt bzw. z. T. gezahlt worden.

Allerdings wird weiterhin - u.a. mittels FUEV-Beirat - versucht, Regionen, bzw. Parlamente zu bewegen, die FUEV mit einem jährlichen institutionellen Beitrag zu unterstützen.

Neben den jährlichen institutionellen Beiträgen werden nach wie vor ausgewählte Projekte beantragt.

Im Rahmen der Projektfinanzierungen der Europäischen Kommission sind im Jahr 2001 gleich mehrere Projekte freigeschaltet worden. Die FUEV hat entsprechende Projekte eingereicht und hofft natürlich auf baldige Zusage von den entsprechenden Bewilligungsbehörden.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich betonen, daß Bewilligungsbehörden insbesondere die Europäische Kommission besonders Wert darauf legen, daß die antragstellende Organisation – in diesem Fall die

FUEV - auch seriös arbeitet; d.h. daß Aktivitäten und Handlungen der FUEV immer auch konform laufen müssen mit den gültigen Satzungen. Zum Beispiel muß die FUEV stets darauf bedacht sein, daß die sog. Deadlines die sie sich die FUEV selbst gibt, auch eingehalten werden. Das gilt im einzelnen für das Einreichen von Resolutionen, Aufnahmeanträgen und nicht zuletzt bei den Wahlhandlungen.

Ebenso wird seit einiger Zeit in der FUEV-Aktuell hingewiesen, daß die FUEV auf aktive Spendenhilfe angewiesen ist.

Die FUEV e.V. ist durch Freistellungsbescheid des Finanzamtes Flensburg, mit entsprechender Steuernummer als gemeinnützigen Zielen dienend anerkannt und darf entsprechende Spendenbescheinigungen ausstellen-zwecks Vorlage für das Finanzamt. Nach Erhalt der Spende erhält jeder potentieller Spender umgehend eine Spendenbescheinigung,

aus der u.a. hervorgeht, daß der uns zugewendete Betrag nur für unsere satzungsgemäßen Zwecke verwendet wird.

### **Zu den Ausgaben:**

Die angegebenen Zahlen entsprechen – abgesehen von einigen internen Verschiebungen - denen des Vorjahres. Augenfällig ist – wie bereits angesprochen – die sich stets ändernde Eigenbeteiligung bei FUEV-Veranstaltungen wie z. B. diesem Kongreß.

Um diese möglichst gering zu halten, bedarf es einen enormen Aufwand, möglichst kostengünstige Angebote einzuholen, auch ist es nötig, eine sog. Kongreßgebühr zu erheben.

Deshalb appelliere ich an alle westeuropäischen Teilnehmer/innen, die erforderliche Kongreßgebühr bei den Herren Benjamin Siering und Sebastian Bosse zu zahlen, die sozusagen als eine Art Solidaritätserklärung für die Teilnehmer/Innen aus dem osteuropäischen Raum angesehen werden kann. Ohne derartige Solidaritätsbekundungen aus den eigenen Reihen, ist die FUEV nicht in der Lage, die finanziell noch immer arg ausgestatteten Teilnehmer aus den ehem. kommunistisch regierten Ländern bei der Teilnahme an diesen FUEV-Veranstaltungen zu unterstützen.

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit!



## HAUSHALTSVORANSCHLAG 2001

	SOLL 2001	SOLL 2001
	in DM	in Euro
<b>A EINNAHMEN</b>		
<b>1. Zur freien Verwendung</b>		
11999 Vermischte Einnahmen	500,00	255,65
25201 Zuweisg. D Schleswig-Holstein	40.000,00	20.451,99
25202 Zuweisg. I Autonome Provinz Bozen/Südtirol	25.000,00	12.782,49
25203 Zuweisg. Autonome Region Trentino/Südtirol	70.000,00	35.790,98
25203 Zuweisg. A Land Kärnten	5.000,00	2.556,50
28301 Spenden	5.000,00	2.556,50
<b>2. 28401 Mitgliedsbeiträge</b>	45.000,00	23.008,49
<b>Zweckgebunden</b>		
25701 Zuweisg. H-N-Stiftung (FUEV-GS)	150.000,00	76.694,96
	<b>340.500,00</b>	<b>174.097,56</b>
<b>B AUSGABEN</b>		
<b>1. Personalaufwand</b>		
41202 Aufwandsentschädigg. Präsident	30.000,00	15.338,99
42501 Vergütung an Angestellte (inkl. Sozialabgaben)	125.000,00	63.912,47
<b>2. Raumaufwand</b>		
51701 Bewirtsch. Grundst. Gebäude	500,00	255,65
51801 Mieten u. Pachten	9.000,00	4.601,70
51901 Unterhaltung Grundstücke	500,00	255,65
<b>3. Sachaufwand</b>		
51101 Geschäftsbedarf	4.500,00	2.300,85
51501 Geräteausstattung- u. Wartung	8.000,00	4.090,40
<b>4. Kommunikationsaufwand</b>		
51301 Post- u. Fernmeldegebühren	17.000,00	8.692,10
52701 Reisekosten INLAND	5.000,00	2.556,50
52702 Reisekosten AUSLAND	20.000,00	10.225,99
52901 Repräsentation	1.000,00	511,30
53101 Veröffentlichungen	20.000,00	10.225,99
<b>5. Tagungen u. Veranstaltungen</b>		
54702 Tagungen u. Veranstaltungen	20.000,00	10.225,99
<b>6. Aufwand f. Fachberatung</b>		
52601 Allgem. Übersetzungskosten	3.000,00	1.533,90
54701 Berater- u. wissenschaftliche Tätigkeiten	10.000,00	5.113,00
<b>7. Diverse Aufwendungen</b>		
52501 Aus- u. Fortbildung	500,00	255,65
53901 Versicherungen	500,00	255,65
53999 Vermischte Verw. Ausgaben	1.000,00	511,30
54703 Zuwendungen an die JEV	1.500,00	766,95
54705 Zuwendung an Organisationen	1.000,00	511,30
57501 Zinsausgaben	100,00	51,13
57502 Bankgebühren	700,00	357,91
<b>8. Projekteigenbeteiligungen s. II</b>	61.700,00	31.547,19
	<b>340.500,00</b>	<b>174.097,56</b>
<b>II PROJEKTE mit Eigenbeteiligung</b>		
<b>C</b>		
60003 46. NationalitätenKongreß inkl. Dokumentation		
60004 Inspektionsreisen & Gegenbesuche		
60005 Europäisches Jahr der Sprachen		

## Per Le Moine:

*Vice - president, ancien President de l'Union  
Heerenveen, 24 mai 2001*

Mesdames et Messieurs,  
chers Collegues, et amis de l'Union,

Keneiled hag a labour ganeomp,  
(a vous tous qui travaillez avec nous)

Evel pep bloaz e vo kroget ganin e brezhoneg, yezh va Bro, hag a zo tamm ha tamm distrujet gant gouarnamant bro-C`Hall, (comme chaque annee je dis un mot en breton, ma langue, cette langue que le gouvernement majoritaire cherche a detruire depuis notre annexion, annexion qui serait aujourd`hui consideree, et condamnee, comme un crime de guerre.)

Ce rapport etant le dernier de mon mandat, permettez-moi un bref historique de notre travail a l'Union, et pour l'Union, afin de vous dire en quelques mots ce qui a ete fait et ce qui, me semble t`il, reste a faire pour la sauvegarde et pour l'avenir de nos Communautes minoritaires d'Europe.

Ici, malheureusement, nous ne sommes plus que deux a nous souvenir de la Fondation de l'Union en 1949 et je salue en cette occasion toute particuliere mon compatriote breton et ami Jean Kergrenn sans l'aide constante duquel mon travail n`aurait pas ete le meme pendant ce demi-siecle.

En 1989, comme President, j`ai fete a Versailles, lieu de notre Fondation, les 40 ans de l'Union et je me demande si ce lieu de fondation de Versailles n`a pas ete une revanche inconsciente des petits peuples d'Europe contre le Traite du meme nom qui a ete a l'origine de la plupart des guerres et des morts depuis 80 ans et en particulier de la majorite des atrocites recentes dans les Balkans. A mes yeux, et sans complaisance, ce Traite a ete un veritable crime contre l'Humanite, et les minorites hongroises ici presentes peuvent le dire sans doute plus que toute autre.

Et depuis 1949, en y incluant mon temps de Presidence, j`ai donc travaille pendant plus d`un quart de siecle au sein de notre Presidium, mais je souhaite aujourd`hui limiter mon intervention a la periode des 13 annees pendant lesquelles nous avons oeuvre d`une facon quasi permanente au sein des Organisations internationales, a savoir le Conseil de l'Europe, l'O.S.C.E. (Organisation pour la securite en Europe) le Parlement europeen et enfin le CPLRE (Congres des pouvoirs locaux et regionaux )

La meilleure preuve que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre notre but, c`est a dire un Droit des minorites faisant corps, avec les Droite de l'Homme, ce sont les attaques virulentes, mensongeres et souvent haineuses des derniers jacobins d'Europe, au cours des deux dernieres annees, et maintenant encore, ceux-la meme qui sont les dignes descendants des fossoyeurs de l'Europe et qui nient aujourd`hui encore l'existence meme des Communautes minoritaires alors que leurs

propres Communautes majoritaires sont le plus souvent nees de guerres et de massacres.

Il est d`ailleurs symptomatique de constater que chez ces aboyeurs se retrouvent sous la meme banniere l`extreme gauche de nostalgiques marxistes-leninistes et l`extreme droite des anciens fachistes, responsables a eux deux de la mort de plus de 150 millions d`humains en 80 ans, pour la plupart appartenant a des communautes minoritaires.

Nous ne voulons plus de cette discrimination raciale qui fait des membres des minorites des sous-hommes, de veritables esclaves de seconde zone, et c`est avec cet esprit de visionnaires que nous avons travaille afin de mettre au point des textes pour les minorites, des instruments, dit-on dans le langage des assemblees internationales, instruments qui doivent devenir contraignants pour tous les Pays membres du Conseil de l'Europe , soit aujourd`hui 43 pays.

Rappelons-nous qu`en 1949 il n`y avait RIEN, je repete, rien pour notre defense et nos Droits.

Et les visionnaires que nous etions ont deja commence a voir leurs reves devenir realite, et cela avec l'aide constante de Parlementaires et de Deputes courageux, dont l`un a d`ailleurs accepte de venir nous parler, se deroutant d'Istanbul, qui n`est pas la porte a cote; ce Catalan, vice-President de l'Assemblee parlementaire du Conseil de l'Europe, travailleur infatigable, est l`auteur de la majorite des Textes europeens qui nous concernent et je souhaiterais une ovation de votre part lors de son arrivee, ici, cet apres-midi.

Je ne ferai que citer nos propres textes, que tout le monde ici connait sans doute, ceux du Professeur Veiter, toujours autorite incontestee a Vienne et autres lieux, et cela 20 ans apres sa mort, ceux de Felix Ermacora qui recut a Strasbourg le Prix de l'Europe, du Dr Pan et du Senateur Mitterdorfer, notre ancien President, du Dr Hilf, du Professeur Heraud, et je ne saurais les citer tous, et ce sont leurs textes qui ont ete repris petit a petit depuis 10 ans, completes, revises, amendes, par les Parlementaires que je viens de citer, afin de devenir la LOI europeenne, cette Loi europeenne sur le Droit des minorites, le Droit de nos langues minoritaires souvent en peril, cette LOI qui sera demain notre toute premiere et sans doute seulesauvegarde face a certains Gouvernements.

Saluons tous les Pays d'Europe qui depuis une douzaine d`annees ont retrouve leur liberte et sont devenus membres a part entiere du Conseil de l'Europe, souhaitons qu`ils se souviennent de leur annexion et pensent a aider, dans toutes les Assemblees ou ils siegent, les minorites encore annexees et ptivees de leurs Droits.

L'étape suivante de notre travail et notre lutte pacifique devra être la reconnaissance officielle du „Droit à réparation“ pour nos Communautés. Car des Droits sans les moyens financier, administratif, réglementaire... de les faire appliquer et de les pratiquer concrètement, ce ne sont pas de véritables Droits, ce sont des leurre.

À la suite des atrocités commises pendant la dernière guerre mondiale il y a des Communautés et particulièrement l'une d'entre elles, qui jouissent d'un Droit à réparation. Tous égaux, est-il écrit dans la convention contre le racisme et je dis donc „Nous devons obtenir ce même droit pour toutes nos Communautés qui ont eu à subir de lourdes discriminations au cours du dernier siècle, et plus encore pour leurs langues en péril.“

Un bref exemple personnel vous montrera le fond de ma pensée: aujourd'hui encore je connais d'anciens camarades bretons de l'école primaire de mon village qui, ayant presque atteint leurs 80 ans, gardent les os des genoux déformés par les règles en bois, carrées ou triangulaires, sur lesquelles ils devaient s'agenouiller pendant une heure avant de retourner à la maison, parce qu'ils avaient été pris à parler leur langue, le breton, l'une des 5 langues celtiques vivantes, pendant la récréation.

Et aujourd'hui les malheureux et aussi indignes successeurs des responsables de ces faits demandent, mais naturellement toujours pour d'autres pays, des sanctions graves pour „crimes contre l'humanité“.

J'en arrive aux derniers développements de ce combat en faveur des Minorités, citant les textes déposés au cours des deux dernières Sessions du Conseil de l'Europe à Strasbourg, celle du mois dernier et celle de Janvier; de nouveaux Projets de Résolutions et de Recommandations ont paru sous la plume de nos principaux soutiens, qui appartiennent indifféremment à la Gauche de l'Assemblée, et cette unanimité est bien une preuve de plus que notre combat est juste.

Je cite dans l'ordre alphabétique les principaux noms qui me viennent en mémoire en vous demandant d'excuser tous les oublis: Rudolf Binding, de la République fédérale d'Allemagne, Henning Gjellerod du Danemark, Vasil Gotzev de Bulgarie, maintenant Ministre, Madame Isohookana de Finlande, Luis de Puig, catalan d'Espagne, Tabajdi de Hongrie, Zingueris de Lituanie, auteurs de nos principaux instruments de défense et de survie. Qu'ils soient tous remerciés avec chaleur.

Citons seulement les textes les plus récents: le Rapport Binding du 4 Janvier, le Rapport Tabadji du 23

Janvier, le Rapport du Commissaire aux Droits de l'Homme du 20 Avril, ainsi que tous les récents textes du CPLRE sur les Droits et Statuts particuliers des Minorités, sans oublier les textes de L'UNESCO et de l'Institut international de la Démocratie, fondation assez récente au sein du Conseil de l'Europe, présidée par un ami de l'Union qui a déjà participé à nos Congrès.



**Pierre Julien Yves Marie LE MOINE**

né le 04.08.1927; c (a) MAEL-CARHAIX/Breizh (Bretagne)  
 père agriculteur

Études primaires à l'école locale de Mael-Carhaix; Études secondaires à Saint-Brieuc (Bretagne)

Interruption d'études en 1943; engagé à 16 ans dans la Résistance française avec son père et son frère aîné âgé de 18 ans (décorations).

Reprise des études à la fin de la guerre en: Mathématiques à Rennes (Bretagne);  
 Mathématiques supérieures à Rennes; Mathématiques spéciales à Paris (France)

Études d'architecture et d'urbanisme à Paris de 1948 à 1954

Architecte - urbaniste diplômé en 1954

Cabinet privé d'architecte de 1954 à 1984, avec projets en Bretagne, en Irak, en Algérie, en Grande-Bretagne. Expert pour les Tribunaux de 1979 à 1997 et retraite en Aout 1997

Juge professionnel élu.

Marie en 1962, quatre filles et un garçon.

Fondateur de deux journaux bretons: AR VRO et JEUNE BRETAGNE

Président - fondateur du Foyer de jeunes européens de Menez-Kamm

Président de "Kevredigezh vreizhat a sevenadurzh" (Association bretonne de culture)

Ancien président de la section "Relations internationales" de SKOL UHEL AR VRO (Institut culturel de Bretagne); Administrateur chargé des relations extérieures du Conseil Culturel  
 Membre de l'UFCE depuis la fondation, ancien Président des Jeunesses de l'Union, vice-président, puis Président de l'Union, chargé des relations avec le Conseil de l'Europe et l'OSCE depuis 1990

Et pour terminer cet exposé bien incomplet, et toutfois un peu long, une anecdote: il y a une quinzaine d'années je demandais à un Député européen à quelle minorité d'Europe il appartenait car il était alors l'un des Députés les plus actifs en notre faveur: il me répondit, vraiment sans complexe: „à aucune, mais je suis intelligent“

Soyons donc comme lui, sans complexes, minoritaires et intelligents; notre travail ne se terminera qu'avec la victoire des Minorités sur ce thème „TOUS ÉGAUX“

Trugarez d'an holl re a zo deuet aman, kendalc'hit gant kalon, buhez hir ha Kenavo.

Merci à vous tous, merci pour votre présence, votre travail, votre collaboration, et vie longue prospère à toutes nos minorités et leurs langues.

## **Armin Nickelsen:**

*ehem. FUEV-Generalsekretär:  
Heerenveen, 24. Mai 2001*

### **Pierre Le Moine verläßt das Präsidium der FUEV im Mai 2001:**

Ein berühmter Philosoph, Dichter, Schriftsteller hat einmal gesagt: „Man muß etwas, und sei es noch so wenig, für diejenigen tun, die unsere Hilfe brauchen, aber nicht um dafür einen Lohn zu empfangen, sondern die Freude, es tun zu dürfen und zu können.“ Nach diesem Grundsatz scheint Pierre Le Moine bis jetzt zu leben.

Über ein halbes Jahrhundert hat Pierre Le Moine sich mit der FUEV verbunden gefühlt und ihr treu gedient, zuerst von 1965 bis 1969 als Präsident der FUEV-Jugendkommission und dann mehrere Jahrzehnte als FUEV-Vizepräsident bis zum heutigen Tag!

Als die FUEV 1949 in Versailles bei Paris gegründet wurde, war er junger Architekturstudent der Universität Paris ein interessierter Teilnehmer und aufmerksamer Zuhörer. Pierre Le Moine vertrat die bretonische Volksgruppe und setzte sich von Anfang an ein für die Rechte der Bretonen, für die Erhaltung der bretonischen Sprache und Kultur.

Er hat sein Leben im Dienst der Minderheiten und Volksgruppen gestellt, er kämpft unablässig für Gerechtigkeit, Anerkennung und Gleichberechtigung der Volksgruppenangehörigen im Vergleich zum Mehrheitsvolk. er wehrt sich vehement gegen Diskriminierung aller Minderheiten und Volksgruppen in Europa.

Pierre Le Moine hat Geduld! 20 Jahre blieb er in Straßburg beim

Europarat am Ball, bis es dann endlich klappte, dass die FUEV 1989 den konsultativen Status beim Europarat erhielt. Pierre Le Moine war glücklich. Mehrfach war er sogar Ausschußvorsitzender der NGO's in Straßburg und hielt unablässig Kontakt zu den beiden Intergroups beim Europäischen Parlament und beim Europarat und besuchte als FUEV-Vizepräsident die OSZE Implementierungskonferenzen in Warschau. Er besuchte alle Nationalitätenkongresse und versäumte nicht die regelmäßigen Präsidiumssitzungen in München und anderen Orten Europas.

Er ist wahrlich viel unterwegs, während der Woche hält er sich an vier Tagen in seinem Architektenbüro auf seinem Landsitz in Glomel in der Bretagne auf, dann drei Tage über das Wochenende bei seiner Familie auf der englischen Kanalinsel Jersey und dann zwischendurch immer wieder auf Reisen für die FUEV. Sie hätten ihn einmal sehen sollen, wie gutgelaunt er

mit einer kleinen Umhängetasche ausgerüstet zu den Sitzungen erschien. Mit ein paar nötigen Reiseutensilien für eine Zwietagereise und vielen wichtigen FUEV-Dokumenten wirkt er wie ein Student mit starker Ausstrahlung. Er brilliert in den Sitzungen mit Weisheit, Charme, fundiertem Wissen und bringt Contenance mit. Sein Auftreten zeigt Noblesse. An dieser Stelle möchte ich hervorheben, dass hinter jedem erfolgreichen, engagierten Mann eine Frau steht, die das toleriert und die endlose Geduld aufbringt, allein zu sein und zu warten, deshalb möchte ich an dieser Stelle ein ganz großes Kompliment und einen Dank an Pierres Frau Marivon aussprechen.

Wie wohltuend ist es immer, wenn Pierre bei Nationalitätenkongressen das Wort ergreift und mit seiner wunderschönen Sprache voller Eleganz und



Per Le Moine (links) und Armin Nickelsen

Ernst seine Argumente vorbringt. In vielen Situationen, wenn es Spannungen innerhalb der FUEV gibt, wirkt Pierre Le Moine wie ein ehrlicher Makler, wie ein geschickter Vermittler, der, die sich streitenden Gruppen immer wieder eindringlich einschwor, dass wir als FUEV nur eine Chance haben, wenn wir als solidarische FUEV nach außen auftreten, um in Europa Anerkennung und Gehör zu finden.

Wir haben Pierre Le Moine unendlich viel zu verdanken, und ich finde es angebracht, dass jetzt nach meiner Laudatio, ihm von allen Kongreßteilnehmern mit einem langanhaltenden Beifall für seinen jahrzehntelangen Einsatz für die FUEV gedankt wird.

Pierre Le Moine hat es wahrlich verdient!

Vielen Dank für die Aufmerksamkeit

## Anne Hahn:

*President of the Youth of European Nationalities YEN  
Heerenveen, 24. Mai 2001*

Dear Mr. Aquint, Dear Delegates

My name is Anne Hahn and I am glad to welcome you here on the conference in the name of the Youth of European Nationalities. As last year you will see that we again are a big group of young people. That is because of our board meeting we will make this days.

Aber jetzt zum Bericht der JEV. Da sie sich sicherlich noch an alles erinnern, was ich letztes Jahr hier vorgelesen habe ... muss ich ja nicht noch einmal detailliert die Grundstrukturen der JEV erklären. Dennoch werde ich einige Fakten einbringen.

Wir sind immer noch die größte Jugendorganisation für nationale Minderheiten in Europa. Momentan besteht die JEV aus 21 ethnischen Gruppen aus 14 Ländern mit insgesamt 24 Organisationen. Unser obligatorisches Osterseminar fand in diesem Jahr in der Slowakei bei den Karpantendeutschen statt. Das Seminar mit dem Namen „Bongo“, organisiert von dem Jugendverein IkeJA, war sehr aufregend und hat allen Beteiligten gut gefallen. Das Programm war abwechslungsreich und hat uns einen umfassenden Eindruck der Landschaft und Kultur der Region geboten.

Wir fanden es erstaunlich, wie die gastgebende Organisation IkeJA das Projekt ohne jegliche Unterstützung des KDV durchgezogen hatte. Denn das momentane Verhältnis zwischen IkeJa und dem KDV hat es den jungen Leuten nicht gerade einfach gemacht das Osterseminar zu organisieren.

Neben unserem Osterseminar hat sich mittlerweile auch das Herbstseminar etabliert. Dieses wurde letztes Jahr im Oktober von der Gemeinschaft junger Ungarndeutscher (GJU) in Pecsvarad ausgerichtet. Bei den Herbstseminaren werden immer zwei Delegierte jeder Mitgliedsorganisation eingeladen. Daneben hatten wir natürlich noch unsere obligatorischen vier Präsidiumssitzungen im Laufe des Jahres.

All unsere Veranstaltungen in den letzten zwölf Monaten waren sehr arbeitsreich, da wir einige Veränderungen und Reformen in der JEV vorgenommen haben.

Uns ist klar geworden, dass es einem ehrenamtlichen zu meist studierenden Präsidium nicht mehr möglich ist sie umfangreiche Arbeit die die JEV fordert, zu bewältigen. Deshalb wurde letztes Jahr auf der Hauptversammlung vorgeschlagen einen hauptamtlichen Sekretär einzustellen. Denn die Ansprüche an die JEV internen und extern sind in den letzten Jahren enorm gestiegen, so dass sich das Präsidium kaum noch mit inhaltlichen Dingen beschäftigen konnte. Sondern aus Zeitgründen nur noch bürokratische Abläufe und die Verwaltung bearbeitet hat. Nach der einjährigen Arbeit des Ausschreibungs-, Bewerbungs- und Auswahlverfahrens, konnte Knut Lippert vom Deutschen Ju-

gendverband für Nordschleswig (DJN) auf der Hauptversammlung in Kaschau zum Generalsekretär der JEV ernannt werden.

Knut Lippert arbeitet derzeit 20 Stunden im Monat für die JEV in den Räumen der Geschäftsstelle des DJN, die jetzt auch Hauptsitz und feste Adresse der JEV bildet.



Youth of European Nationalities YEN:  
<http://www.yeni.org>

Ich möchte mich an dieser Stelle recht herzlich beim Deutschen Jugendverband für Nordschleswig bedanken, dass wir uns vertraglich einigen konnten und uns die Geschäftsstelle als Hauptsitz zu Verfügung gestellt wurde.

Wir erhoffen uns jetzt eine Entlastung des Präsidiums dadurch, dass Knut Lippert die Verwaltungsarbeit so weit es ihm in der zur Verfügung stehender Stundenzahl möglich ist, übernimmt und das sich das Präsidium wieder verstärkt um inhaltliche Belange beschäftigen kann.

Darüber hinaus erhoffen wir uns mit der festen Adresse ein besseres Image nach außen und einen effektiveren Informationsfluss intern, da der Generalsekretär auch als Informationsknotenpunkt dienen soll.

Parallel haben wir auch an einem neuen Konzept gearbeitet, durch das die Mitglieder mehr in die ganzjährige Arbeit der JEV integriert werden sollen und somit motiviert werden selber darüber nachzudenken welche Prioritäten die JEV ihrer Meinung nach haben sollte. Ihre Ideen und Vorschläge können dann zusammen mit dem Präsidium realisiert werden. Während des Osterseminars wurde ein Workshop gebildet, der aus interessierten Mitgliedern bestand. Dort wurden verschiedene Interessengruppen gebildet, die nunmehr das ganze Jahr über zusammenarbeiten wollen. Als Beispiele können hier die Arbeit an unserer Zeitung, an externen Kontakten, Informationsmaterial, Homepage etc. angeführt werden.

Last but not least haben wir auch im Bezug auf das



Internet als Kommunikationsform einen Schritt nach vorn gemacht. Unserer Homepage wurde aufgepeppt und befindet sich weiterhin in der Entwicklungsphase. So gibt es bereits jetzt auf unserer Homepage ein Forum, das den Mitgliedern den ganzjährigen Kontakt via Internet erleichtert.

Was natürlich nicht weniger wichtig war, sind die Neuwahlen dreier Präsidiumsposten und die Aufnahme neuer Mitglieder.

Im Präsidium verließ uns in diesem Jahr der Sekretär Jan Bakker (Westfrieze), der Vizepräsident Matej Sussi (Triester Slowene) und außer Plan und ein Jahr zu früh auch der Vizepräsident Soltan Zsalonna (Ungarn-deutscher. Neu und frisch dazugestoßen sind Alice Ratyis (Ungarin aus Rumänien) als Sekretärin, Jan

Diedrichsen (Nordschleswig) und Hugo Kristof (Slowene in Wien) als neue Vizepräsidenten. Neues ordentliche Mitglieder der JEV ist die Miszsz (Ungarn in Rumänien).

Abschließen möchte ich mit einem Zitat aus unserem internen Jahresbericht:

„Wir hoffen sehr, dass mit der aktiven ganzjährigen Beteiligung einiger JEV-Leute, eine neue Tendenz eingesetzt hat. Die JEV existiert ja nicht nur auf den Seminaren, sondern will – gemäss dem Leitbild ganzjährig aktiv und an der europäischen Minderheiten-diskussion als Gesprächspartner teilnehmen.“

Damit möchte ich abschließen und ihnen ein paar angenehme Tage in Westfriesland wünschen. Danke.

## **Press Release 2001-10:**

### **Inadequate Minority Protection in Europe!**

This year, the 46th FUEN Nationalities Congress, which took place from 24th to 26th May 2001 in Heerenveen (Netherlands), once again drew over 200 delegates from more than 70 European national minority organisations, politicians and scientists as well as others with an interest in minority issues. The hospitality of the FUEN member organisation Ried fan de Fryske Beweging and the presence of important political figures from both the Dutch (Ms Dieuwke de GRAAFF NAUTA), the Friesian provincial government (Deputierte Dr. AJ Bertus MULDER) the municipality of Heerenveen (Frans BOUWERS) and the new president of the Ried fan de Fryske Beweging, Jaap VAN DER BIJ were an expression of the significance allotted to the peaceful co-existence of the majority with the Friesian ethnic minority in that country.

The congress in Heerenveen defined the exact present location of national minorities in Europe. In his opening speech, FUEN President Romedi Arquint (Switzerland) pointed out that the subject would be dominated by the ideology of national security for as long as people spoke of majorities and national minorities and failed to make the preservation and fostering of linguistic and cultural diversity as Europe's historic heritage the central issue.

Arquints original speech available. Just klick into: <http://www.fuen.org/Seiten/eactuel76.html>

The retiring High Commissioner for National Minorities of the OSCE, Max van der Stoel, referred in his speech held by his personal advisor, Mr. Carl Salicath, to what had been achieved so far and to the many unsolved problems still facing the international community (see picture 2604.jpeg). Lluís Maria de Puig, vice president of the Parliamentary Assembly of the European Council (Gerona) gave a comprehensive analysis with regard to "Western Europe" and called for international legal instruments of greater scope; he went on to outline the proposal put forward by the Parliamentary Assembly of the European Council for a supplementary protocol to the Declaration of Human Rights which would lay down enforceable rights for the members of national minorities.

During a panel discussion chaired by the Austrian Slovenian Karel Smolle of the Austrian institute for national groups, Österreichisches Volksgruppeninstitut, representatives of the Roma in Germany (Romani Rose), of the Friesians in the Netherlands (Prof. Dr. Durk Gorter), of the Slovenians in Italy (Dr. Bernard Spacapan) and of FUEN (Romedi Arquint) reported on what had been achieved to date (see picture 2601.jpeg). Criticism was expressed particularly with regard to the co-operation of the states with the organisations of the national groups concerned on the ratification of the framework convention for the protection of national minorities and the European Charter of Regional and Minority Languages. However,

even in the European Council and other international institutions, the national and international organisations of the national minorities are barely included in the decision-making processes, and then only marginally.

### **Russian minorities now FUEN members!**

The delegates' assembly concerned itself with regular business. After the retirement of the long-standing cofounder, president and vice president, Breton Per Le Moine, the committee re-elected for a three-year period now comprises a Rhaetian from Switzerland (Romedi Arquint), a German North Schleswiger from Denmark (Hans Heinrich Hansen), a Sorb from Germany (Dr. Ludwig Elle), a South Tyrolean from Italy (Dr. Bruno Hosp), a Croat from Serbia (Bela Tonkovic) and a representative of the Hungarian minorities living in Switzerland (Joseph v. Komlóssy).

Organisations of Russian minority groups in Estonia, Latvia Ukraine and the Estonian Union of National Minorities in Estonia were for the first time admitted as members in Heerenveen. The increase in members to a total of 45 ordinary and 30 associated members, who come in particular from states of the former Communist Bloc, make FUEN probably the largest and most representative umbrella organisation although its financial resources do greatly limit our scope of action.

In addition to the main resolution, the delegates' assembly approved various appeals made by the Meskhetian Turks in Russia and Georgia, the Nogai in Russia, the Dolomite Ladins in Italy, the Aromanians

in the Balkan states, various minorities in Russia and the Carpatho-Rusins in the Ukraine.

All resolutions available. Just klick into: <http://www.fuen.org/Seiten/rese2001.html>

**The advisory committee** set up in June 2000 in Komarno, Slovakia held its first session. The president, Dr. Herbert KNOBLICH, parliamentary president of the German state of Brandenburg, welcomed numerous parliamentary and government representatives of countries in which FUEN organisation members live. The committee is an informal body for the exchange of information and ideas which will advise and support



The advisory committee set up in June 2000 in Komarno, Slovakia held its first session

the activities of FUEN.

By setting up the advisory committee, both FUEN and NGOs along with state representatives underlined their willingness to enter into constructive co-operation without which minority issues cannot be satisfactorily addressed and solved. The congress and delegates' assembly were rounded off by a final trip on board across the Frisian See.

## **Pressemitteilung 2001-10:**

### **Minderheitenschutz in Europa ungenügend!**

Der 46. FUEV-Nationalitätenkongreß vom 24.- 26. Mai 2001 in Heerenveen (Niederlande), konnte auch in diesem Jahr über 200 Delegierte aus über 70 nationalen Minderheitenorganisationen Europas, Politiker, Wissenschaftler sowie einen weiteren an Minderheitenfragen interessierten Kreis anziehen. Die Gastfreundschaft der FUEV-Mitgliedsorganisation Ried fan de Fryske Beweging und die Präsenz wichtiger politischer Mandatsträger der niederländischen (Frau Dieuwke de GRAAFF NAUTA) der friesischen Provinzialregierung (Deputierte Dr. AJ Bertus MULDER) der Stadt Heerenveen (Stadtrat Frans BOUWERS) und dem neuen Präsidenten des Ried fan de Fryske Beweging, Jaap VAN DER BIJ waren Ausdruck für die Bedeutung, die dem friedlichen Zusammenleben der Mehrheit mit der friesischen Volksgruppe in diesem Lande beigemessen wird.

In Heerenveen wurde eine Standortbestimmung der heutigen Situation der nationalen Minderheiten in Europa vorgenommen. In seiner Eröffnungsrede wies FUEV Präsident Romedi ARQUINT (Schweiz) darauf hin, dass das Thema solange noch von der Ideologie der Nationalstaatlichkeit beherrscht sei, als man von Mehrheiten und nationalen Minderheiten rede und nicht die Erhaltung und Förderung der sprachlichen und kulturellen Vielfalt als historisches Erbe Europas ins Zentrum rücke.

Arquints Rede im Wortlaut: <http://www.fuen.org/Seiten/aktuel76.html>

Der aus seinem Amt scheidende Hohe Kommissar für nationale Minderheiten der OSZE, Max VAN DER STOEL wies in seinem Vortrag, gehalten von seinem persönlichen Referenten, Herrn Carl SALICATH auf das Erreichte hin und stellte die Instrumente und Stra

ategie der OSZE vor (siehe Foto oben) Auch wies er auf die vielen nicht gelösten Fragen, die sich der internationalen Gemeinschaft noch stellen, hin. Lluís Maria DE PUIG, Vizepräsident der Parlamentarischen Versammlung des Europarates (Cataluna) konnte in Bezug auf "Westeuropa" ebenfalls nur eine umfangreiche Analyse vorlegen, er wies auf die zahlreichen Anstrengungen des Europarates hin, stellte aber auch die Grenzen, die durch die Souveränität der Nationalstaaten gegeben ist, dar. Er strich die Rolle der betroffenen Minderheitenorganisationen sowie europäischer Organisationen wie der FUEV heraus, ohne deren Druck und insistente Forderungen nach Verbesserungen die politischen Mühlen noch langsamer reagieren würden. Auch setzte DE PUIG sich für weitergehende internationale Rechtsinstrumente ein; so erläuterte er den Vorschlag eines Zusatzprotokolls zur Menschenrechtserklärung mit einklagbaren Rechten für die Angehörige nationaler Minderheiten, wie ihn die Parlamentarische Versammlung des Europarates fordert.

An einem Podiumsgespräch unter der Leitung des Kärntner Slowenen Karel SMOLLE vom Österreichischen Volksgruppeninstitut äusserten sich Vertreter der Roma in Deutschland (Romani ROSE) der Friesen in den Niederlanden (Prof. Dr. Durk GORTER) der Slowenen in Italien (Dr. Bernard SPACAPAN) der FUEV (Romedi ARQUINT) zum bisher Erreichten in den sogenannten westlichen Staaten Europas (siehe Foto 2604.jpeg). Kritisch wurde insbes. die Zusammenarbeit der Staaten mit den Organisationen der betroffenen Volksgruppen bei der Ratifizierung der Rahmenkonvention zum Schutze der nationalen Minderheiten und der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen gerügt. Aber auch im Europarat und in andern internationalen Institutionen sind die nationalen und internationalen Organisationen der nationalen Minderheiten kaum und nur marginal bei den Entscheidungsprozessen einbezogen. Von den zivilgesellschaftlichen Organisationen, die die Sprach- und Kulturgemeinschaften vertreten, wird mehr "Biss" mit klaren Stellungen bezügend erwartet.

### **Russische Minderheiten jetzt FUEV-Mitglieder!**

Die Delegiertenversammlung beschäftigte sich mit den ordentlichen Geschäften. Nach dem Ausscheiden des langjährigen Mitbegründers, Präsidenten und Vizepräsidenten, des Bretonen Per LE MOINE setzt sich das für eine dreijährige Periode wiedergewählte Präsidium aus einem Rätoromanen aus der Schweiz (Romedi ARQUINT), einem deutschen Nordschleswiger aus Dänemark (Hans Heinrich HANSEN), einem Sorben aus Deutschland (Dr. Ludwig ELLE), einem Südtiroler aus Italien (Dr. Bruno HOSP), einem Kroaten aus Serbien (Bela TONKOVIC) und einem in der Schweiz lebenden Vertreter der ungarischen Minderheiten (Joseph v. KOMLÓSSY) zusammen.

Erstmals wurden in Heerenveen Organisationen russischer Minderheiten aus Estland, Lettland und der Ukraine als Mitglieder auf-

genommen. Der Zuwachs an Mitglieder auf insgesamt 45 ordentliche und 30 assoziierte assoziierte Mitglieder - die zur Hälfte aus den ehemals kommunistischen Staaten stammen, machen die FUEV wohl zur grössten und repräsentativsten Dachorganisation; allerdings engen die finanziellen Ressourcen deren Handlungsspielraum sehr stark ein. Neben der Hauptresolution verabschiedete die Delegiertenversammlung verschiedene Aufrufe: Der Turkmescheten in Rußland und Georgien, des Nogai-Volkes in Rußland, der Dolomitenladiner in Italien, der Aromunen in den Balkanländern, verschiedener Minderheiten in Rußland und der Karpatho-Rusynen in der Ukraine.

Alle verabschiedete Resolutionen:

<http://www.fuen.org/Seiten/resd2001.html>

Der im Juni 2000 in Komarno/Komaron (SK) ins Leben gerufene Beirat traf sich ebenfalls zu einer Sitzung (siehe Foto 2605.jpeg). Der Präsident Dr. Herbert KNOBLICH, Parlamentspräsident der Bundesländer Brandenburg, konnte zahlreiche Vertreter der Parlamente und Regierungen, in denen FUEV-Mitgliedorganisationen leben, begrüßen. Der Beirat ist ein informelles Informations- und Austauschorgan, das die Tätigkeiten der FUEV begleiten und unterstützen soll. Mit der Schaffung des Beirates betonen sowohl die FUEV als NGO, als auch die staatlichen Vertreter den Willen zur konstruktiven Zusammenarbeit, ohne die Minderheitenfragen nicht zufriedenstellend angegangen und gelöst werden können. Eine nächste Sitzung ist im Herbst im Südtirol vorgesehen. Ein Kulturprogramm sowie eine Schifffahrt auf friesischer See rundete Kongress und Delegiertenversammlung ab.

Heerenveen, 26. Mai 2001

> Further information  
> Weitere Einzelheiten

FUEN-Sekretariat  
Schiffbrücke 41  
D-24939 Flensburg  
0049-461-12855  
0049-461-180709 Fax

[info@fuen.org](mailto:info@fuen.org)

<http://www.fuen.org>

<http://www.fuen.org/Seiten/offere.html>



**Participants and guests • Participants et invités  
Teilnehmer und Gäste • УЧАСТНИКИ И ГОСТИ**

A	Gieler, Zlatka Mag.	D	Sanne, Harry
A	Gieler, Anton	D	Scheuermann, Martin Dr.
A	Hren, Karl	D	Schnack, Renate
A	Kristof, Hugo	D	Schneider, Helga
A	Kulmesch, Janko Mag.	D	Schneider, Horst
A	Perusich, Jelka	D	Schowtka, Peter
A	Smolle, Karel Dr.	D	Schultz, Heinrich
A	Sturm, Marjan	D	Siering, Benjamin
A	Vospersnik, Reginald Dr.	D	Sigård-Madsen, Edith
AZ	Neyman-zada, Chingiz	D	Srocka, Werner
B	Dogan, Omer Faruk	D	Teebken, Andrea
B	Lambert, Lut	D	von Sass, Babette Baronin
CAN	Partalis, Tom	D	Wagner, Renate
CH	Arquint, Romedi	D	Walde, Judith
CH	Cantieni, Martin	D	Weisser, Marie-Luise
CH	Komlóssy, Joseph v.	D	Wietz, Henning
CZ	Gafrik, Jozef Dr.	D	Wietz, Irene
CZ	Korbel, Hans Dieter Ing.	DK	Bieling, Peter
CZ	Walicki, Bronislaw	DK	Buch, Jørn
D	Adam, Horst	DK	Candussi, Frauke
D	Bosse, Sebastian	DK	Clausen, Vivian
D	Brodersen - Siering, Ulrike	DK	Diedrichsen, Jan
D	Christiansen, Jens A.	DK	Hansen, Hans Heinrich
D	Elle, Ludwig Dr.	DK	Hansen, Klaus Peter
D	Engelbrecht, Bernd	DK	Henriksen, Niels
D	Fiala, Rainer	DK	Jessen, Jesper
D	Fischer, Mirco	DK	Johannsen, Peter Iver
D	Flor, Dörte	DK	Krag, Elfi
D	Funck, Gary	DK	Kunsemüller, Andrea
D	Greußing, Fritz	DK	Küsel, Ulrich
D	Hahn, Anne	DK	Lippert, Knut
D	Hahn, Jörgen Jensen	DK	Meyer, Barbara
D	Kämper, Anne	DK	Meyer, Peter
D	Kellner, Hans-Jørgen	DK	Nickelsen, Armin
D	Knoblich, Herbert Dr.	DK	Nickelsen, Susanne
D	Kosel, Heiko	DK	Rasmussen, Lorenz
D	Kosel, Sieghard	DK	Seifert, Kurt
D	Kring, Ingrid	DK	Søndergård, Harald
D	Kring, Karl	E	de Puig, Lluís-Maria
D	Lepa, Annemarie	EE	Buslajewa, Tatjana
D	Lepa, Gerhard	EE	Prozes, Jaak
D	Meyer, Annalise	EE	Solowei, Nikolai
D	Meyer, Ernst	EE	Weber, Erika
D	Muuss, Harro	F	Kergren, Jean
D	Nickelsen, Frank	F	Le Moine, Per
D	Nygård, Jens	F	Texier, Marcel prof.
D	Petrick, Peter	GB	Hicks, Nigel Dr.
D	Rein, Detlev Dr.	GB	Nute, Rodney
D	Rein, Hanna	GE	Augst, Harry Dr.
D	Römer-Scheuermann, Gabriele	GE	Gerasimov, Alexi Prof.
D	Rose, Romani	H	Fretyan, Eva
D	Rossberg, Arnold	H	Fretyan, Istvan

H	Herboly, Edith	PL	Werner, Eckhard
H	Korencsi, Ottó	PL	Willan, Tadeusz Siegfied
H	Lebovics, Viktoria	RO	Marko, Attila
H	Major, Pál	RO	Pècsi, Ferenc MP
H	Molnár, Gábor	RO	Ratyis, Alice Krisztina
H	Pataki, Gábor	RO	Wittstock, Wolfgang MP
H	Schmidt, Peter	RUS	de Boer, Siebren
H	Schuth, Johann	RUS	Djappajev, Rassoul
H	Tiborszky, Péter	RUS	Laipanov, Bilal
H	Tiszavölgyi, Judit	RUS	Pepinov, Fuad
HR	Orlovic, Dragoljub	RUS	Trutanov, Igor
I	Atz, Roland	RUS	Tschervonnaja, Swetlana Prof.
I	Hosp, Bruno Dr.	S	Lukin, Matti
I	Öhler, Günter	S	Staeves, Lisa
I	Spacapan, Bernhard Dr.	SK	Bereznai, Viktor jun
I	Sussi, Matej	SK	Bereznai, Viktor sen
JP	Abe, Tsuzuko	SK	Brencic, Marek Dr.
KIR	Dill, Valerij	SK	Flórián, László
KZ	Kist, Viktor	SK	König, Erika
LV	Rzavins, Aleksandrs	TR	Kök, Havva
MK	Ibishi, Bujar	UA	Brenzovych, Vasyl
NL	Bakker, Jan	UA	Koudoussov, Ernst
NL	Bies, Geeske	UA	Pavlov, Oleksandr
NL	Bil, Reinder	UA	Savchuk, Serhiy
NL	Bouwers, Frans	UA	Turyanitsa, Ivan Prof.
NL	Broekman, David	YU	Juncaj, Luigj
NL	Claus, Elbrecht A.	YU	Sujic, Thomas
NL	de Boer, Frank	YU	Tonkovic, Bela
NL	de Boer, Oeds		
NL	de Graaff-Nauta, D. IJ. W.		
NL	Dyksta, Doutsen		
NL	Falkena, Roel		
NL	Feltsma, Anthonia		
NL	Gorter, Durk Prof. Dr.		
NL	Huisman, Resst		
NL	Jellema, Gosta		
NL	Kalsbeek, Tjallien		
NL	Lageveen, Wiebe		
NL	Letschert, Rianne		
NL	Mannens, Wolf		
NL	Meijknect, Anna		
NL	Meulen, Herman ter		
NL	Mulder, Bertus A.J. Dr.		
NL	Nicolaï, Bauke		
NL	Osinga, Jaap		
NL	Osinga, Klaas Johan		
NL	Poortinga, Gerben		
NL	Riemersma, Alex		
NL	Rinzema, Jaap		
NL	Salicath, Carl		
NL	Scholtens, Martin		
NL	Seji, Cenan		
NL	Singelsma, J.B.		
NL	van der Bij, Jaap		
NL	van der Goot, Auke		
NL	Van der Hoele, Annett		
NL	Versloot, Arjen		
NL	Wielemsma, Adalgard		
NL	Willemsma, Yowine		
PL	Brehmer, Dietmar		
PL	Chazbijewicz, Selim		
PL	Kalisiewicz, Agnieszka		
PL	Synak, Brunon		

**Edited by the  
FUEN-Secretariat  
July, 2001**

FUEN-Secretariat  
Schiffbrücke 41  
D-24939 Flensburg  
0049-461-12855  
0049-461-180709 Fax  
info@fuen.org  
<http://www.fuen.org>